

Comités syndicalistes
révolutionnaires

Culture et sociabilité



ÉDITIONS DES CSR

Culture
et sociabilité



Texte libre de droits.
Éditions des CSR, mai 2020.

Couverture : *El Jarabe en ultratumba*,
gravure de Jose Guadalupe Posada (Mexico, 1910).

COMITÉS SYNDICALISTES
RÉVOLUTIONNAIRES

**Culture
et sociabilité**

ÉDITIONS DES CSR

INTRODUCTION

La sociabilité ouvrière comme fondations de la lutte prolétarienne

Depuis cent ans, le mouvement ouvrier a consacré très peu de réflexion à la question de la sociabilité. Cela est d'autant plus étonnant de la part des syndicalistes. Comment ont-ils pu oublier que les syndicats trouvent leurs racines dans les sociétés de secours mutuel ? Les syndicats, ou coalitions ouvrières, se constituent le plus souvent, au cours du XIX^e siècle, lors de conflits menés localement par une profession. Mais ils ne se créent pas spontanément. Les ouvriers ne se fédèrent pas après avoir lu les théoriciens du socialisme. Ce sont leurs sociétés de secours mutuel qui se transforment, lors de grèves, en syndicats. La caisse de secours mutuel devient caisse de grève. La société devient syndicat. Les animateurs de la société deviennent les mandatés du syndicat.

Mais c'est surtout l'entraide ouvrière qui permet l'action collective offensive. Les travailleurs et les travailleuses se sont organisés depuis des mois, depuis des années. Ils gèrent des caisses et des services, ce qui relativise la légitimité de la bourgeoisie à exercer sur eux son pouvoir. La solidarité quotidienne crée une conscience collective et ouvrière, une conscience qui est complétée par une sociabilité de métier et de quartier. Et c'est cette pratique d'entraide qui rend possible une confiance en l'action collective et qui a tissé ces liens fraternels indispensables à tout combat collectif victorieux.

Mais les conceptions idéalistes, sous toutes leurs formes, sont passées par là. Les idées et les discours ont remplacé la vie matérielle. L'enjeu est désormais de revenir à cette vie matérielle, sans laquelle il n'y a ni sociabilité ni lutte émancipatrice.

Cette réalité était une évidence pour les militants du XIX^e siècle. Elle se confirma avec l'impact des bourses du travail, chargées de donner une dimension élargie, interprofessionnelle et donc de classe aux pratiques d'entraide ouvrière. Ces puissantes organisations ouvrières ont été occultées par les partisans du syndicalisme institutionnel. Cela est vrai pour la grande majorité des historiens et autres intellectuels. Il fallait justifier les institutions républicaines qui ont donné aux intellectuels une perspective de carrière personnelle et un prestige. Cela est également vrai pour ceux des syndicalistes qui ont abandonné le projet socialiste. Ils ont forgé, puis propagé le mythe selon lequel la conscience de classe aurait émergé dans les grandes entreprises, ces puissantes institutions capitalistes.

Les courants affinitaires ont pour tentation de réduire l'action syndicale à sa dimension professionnelle ou à l'entreprise (quand elle offre du droit syndical). La tâche noble de transformation sociale étant accordée au parti ou à l'avant-garde philosophique. Ils essaient donc d'enfermer l'organisation syndicale dans l'espace étroit de l'entreprise. C'est dans ce cadre-là que s'est développé le mythe des « bastions ouvriers » dans lesquels on aurait été mineurs, cheminots ou métallurgistes de père en fils. Une étude sociologique démontre que cette vision est pour le moins caricaturale, voire fausse. Et cela est encore plus vrai pour les syndicalistes qui connaissent, plus que les autres travailleurs, une mobilité professionnelle et géographique.

Cette vision tend à relativiser l'influence de la sociabilité extérieure à l'entreprise comme facteur de formation politique. Il est tout d'abord indispensable de rappeler aux partisans du syndicalisme d'entreprise que la stabilité professionnelle n'est devenue possible qu'au fil des lois sociales et du droit syndical. Le mouvement ouvrier s'est construit dans une économie où le CDI n'existait pas. Il n'est donc que relativement récent d'entendre chez de jeunes militants de gauche : « J'attends d'avoir mon CDI pour adhérer au syndicat. »

Notre étude historique démontrera que la conscience de classe ne se forge pas dans l'entreprise, et ce, pour une évidente réalité matérielle. Dans une entreprise, on subit une culture corporatiste, une révolte contre son patron. Quant à la conscience de classe, elle se forge justement en dehors de l'entreprise, en dépassant les rapports entre individus pour percevoir les conflits

de classe. C'est au contact des travailleurs des autres entreprises et des autres professions que l'on prend conscience des contradictions de classe. L'ennemi, ce n'est pas son patron, mais le patronat. L'enjeu n'est donc pas de s'enfermer dans l'action syndicale d'entreprise, limitée à un conflit sur la répartition de la valeur ajoutée dans cette institution locale. Sinon, la dérive est immédiate et consiste à revendiquer en fonction de ses bénéfices du moment. C'est ce que font les syndicalistes jaunes lors des négociations annuelles obligatoires chaque année dans leur entreprise. Or, la finalité du syndicalisme est la suppression du capitalisme et non pas sa gestion plus ou moins conflictuelle.

Le syndicalisme s'est donc construit en dehors de l'entreprise. Il choisit même un mode d'organisation qui tient compte de l'instabilité du salariat, à savoir des organisations par métier au XIX^e siècle, et non pas des syndicats d'entreprise. Mais il faut surtout comprendre que les premières organisations syndicales ont pour principale activité de palier cette instabilité. Elle est au cœur même du projet syndical, à savoir fournir une aide collective aux travailleurs privés de salaire. C'est le rôle des sociétés de secours mutuel, organisées par métier, qui fournissent une allocation aux chômeurs, accidentés du travail et aux vieux ouvriers. Leur seconde fonction, liée à la même logique, vise à régler, par l'action collective, le temps de travail, les cadences et les tâches professionnelles, c'est-à-dire la formation. Là aussi pour répartir un travail irrégulier dans chaque métier.

Ces sociétés de secours mutuel se transforment en syndicats lors de grèves qui s'étendent localement à tout un métier. Et ce

n'est qu'à ce moment que l'activité d'entraide se transforme en action syndicale offensive dans les entreprises. Et elle ne pourra se maintenir que grâce à la sociabilité extérieure qui permet de conserver la citadelle ouvrière momentanément construite sur le terrain de l'adversaire. Sans aide matérielle extérieure, sans formation mutualisée, mais surtout sans vie sociale des adhérents en dehors de l'entreprise, il est impossible de stabiliser une cohésion nécessaire pour résister aux pressions quotidiennes du patron dans son entreprise. L'entreprise est une institution capitaliste. Il serait donc totalement délirant et suicidaire d'y concentrer le cœur de l'organisation prolétarienne.

Pour justifier leur position, les courants institutionnalistes ont occulté un fait déterminant. Il faut attendre 1902 et l'intégration de la Fédération des bourses du travail à la Confédération générale du travail (CGT) pour que la confédération connaisse enfin un développement accéléré. Une croissance numérique, mais surtout une action interprofessionnelle et sociale qui lui permet de lancer une grève générale en 1906. Ce n'est pas le Front populaire qui accorde des droits aux travailleurs. La question du temps libéré, de la réduction du temps de travail (horaires quotidiens, hebdomadaires et congés) est au cœur du combat syndical depuis les sociétés de secours mutuel. Dans une dimension revendicative et à travers des activités culturelles destinées à donner une dimension autonome et collective à ce temps libéré. Ce sont les bourses du travail qui donnent une dimension collective à ce combat central. La CGT peut alors passer à l'offensive en 1906, 1919 et 1936.

Cette conception institutionnelle de la politique amène à saucissonner la lutte des classes en plusieurs terrains étanches : entreprise, quartier, culture, vie privée. Aujourd'hui, de l'ultra-gauche au syndicalisme institutionnel, les militants pensent que la vie culturelle relève de la « sphère privée ».

Ce schéma, calqué sur celui de la bourgeoisie, part d'une conception capitaliste du « travail ». Le « travail » est considéré exclusivement comme la situation de production capitaliste. Quand on jardine, quand on cuisine à la maison, quand on bricole, ce ne serait pas du travail ! Mais quand une entreprise envoie un salarié chez vous pour effectuer les mêmes tâches, cela devient du travail... La gauche, sous toutes ses formes, et le syndicalisme institutionnel refusent de combattre la domination capitaliste du travail. Ils ne s'investissent que dans la sphère d'exploitation individuelle et institutionnelle : l'entreprise.

Comme nous l'avons souligné, les courants institutionnels occultent volontairement le fait que, dès ses origines, la CGT combat pour une diminution du temps de travail qui permettra de libérer une partie du travail. L'enjeu étant de socialiser ce temps libéré afin de créer une contre-société. Si ce temps libéré n'est pas mutualisé, il tombe alors sous la domination de la bourgeoisie qui transforme les loisirs en activités marchandes, individualistes ou sectaires (repli sur la famille, des clans « d'amis » ou du communautarisme). Le fait que ces espaces sectaires se revendiquent d'une culture anticapitaliste ne change pas leur nature. Au contraire, cela accentue leur dynamique de repli sur soi.

Mais l'erreur ne se limite pas à laisser le terrain culturel à l'adversaire. C'est tout le combat politique qui est faussé, le prolétariat demeurant incapable d'engager un combat global contre le capitalisme. Car toute la question est de savoir comment émerge la conscience socialiste.

LIQUIDER L'IDÉALISME, SE RÉAPPROPRIER LE MATÉRIALISME

Rappelons que les organisations se revendiquant du mouvement ouvrier sont supposées adhérer au matérialisme. C'est-à-dire qu'elles sont censées estimer que l'idéologie est le produit des conditions matérielles, des infrastructures. Selon le schéma matérialiste, les théories anticapitalistes sont le produit des conditions d'exploitations du prolétariat. Contrairement aux adeptes de l'idéalisme, les organisations socialistes n'estiment donc pas que les idéologies sont des éléments autonomes se propageant en dehors des conditions matérielles vécues par les classes sociales. Pourtant, cela ne semble, malheureusement, plus être vrai. Depuis le repli international du mouvement ouvrier dans les années 1920, les stratégies anticapitalistes semblent s'être progressivement séparées du prolétariat. Elles lui sont proposées de l'extérieur, sous forme très majoritairement théorique et de plus en plus abstraite.

Cette situation n'est pas seulement due au fait que les organisations socialistes recrutent en priorité dans d'autres classes que le prolétariat. Ces organisations vivent séparément du pro-

létariat. Et cela, pour plusieurs raisons. On peut ainsi citer l'avant-gardisme et l'élitisme, l'institutionnalisation, le sectarisme, la peur de s'investir dans la lutte des classes, l'activisme pour fuir le travail de masse, l'opportunisme individuel...

Mais toutes ces raisons partagent la même racine : le mythe selon lequel la transformation socialiste serait impulsée par une organisation affinitaire et non par une organisation sociale. Ce mythe, antimatérialiste par nature, consiste à faire croire que l'on pourrait construire le socialisme sans s'appuyer sur une organisation sociale, c'est-à-dire une organisation de masse et de classe.

Cette croyance trouve ses origines dans le reflux révolutionnaire des années 1920-1923. Les confédérations syndicales, largement gagnées aux idées révolutionnaires, entrent en crise. Beaucoup de militants révolutionnaires ou réformistes quittent alors le navire pour se réfugier dans des groupes affinitaires. Certains se replient sur des groupes anarchistes, d'autres dans des organisations communistes dissidentes, dans des partis socialistes plus ou moins institutionnalisés. Pour beaucoup, ce sont les partis communistes qui sont perçus comme des bouées de sauvetage. Ils offrent à certains des carrières rémunérées et à tous un réconfort moral.

Ces organisations affinitaires vont alors être amenées à privilégier l'action philosophique sur l'action de classe. Il en est de même pour la vie culturelle et sociale. La sociabilité ouvrière est alors fractionnée et apparaissent autant de fissures qu'il y a de scissions affinitaires. Les bourses du travail, qui assuraient le rôle

premier de fédération de la vie ouvrière, entrent en crise. Chaque groupe affinitaire essaie de monter ses propres associations ou de les intégrer aux municipalités ou autres institutions bourgeoises qu'il contrôle momentanément. Dans la gauche radicale, c'est le groupe affinitaire qui offre une vie collective qui glisse progressivement vers des activités de sectes. La culture de classe est ainsi fragilisée sous les pressions d'une culture affinitaire qui divise. Cette division provoque également le cloisonnement des associations communautaires. Organisations de jeunesses, de femmes, d'immigrés, etc., étaient auparavant intégrées à une confédération qui unifiait le prolétariat. Désormais, chaque association est séparée, avec sa vie propre, et donc son repli communautariste.

L'offensive culturelle menée par la bourgeoisie pendant les Trente Glorieuses (1945-1975) aura alors beau jeu d'imposer sa vision individualiste et consumériste. Elle trouve en face d'elle un prolétariat atomisé et de plus en plus désocialisé.

Il est désormais difficile de proposer comme perspective le socialisme à des individus qui, au quotidien, ne vivent rien de social, c'est-à-dire aucune ouverture vers les autres. Les programmes politiques de la bourgeoisie s'adaptent parfaitement à cette atomisation. Au citoyen-consommateur, la social-démocratie propose un clientélisme. Au prolétaire déculturé, l'extrême droite propose une identité artificielle qui se définit par le rejet de l'étranger. Les forces anticapitalistes sont alors dans l'incapacité de proposer un schéma fédérateur, puisqu'elles se refusent à fédérer... Il n'est alors pas étonnant de constater le

développement des courants d'ultra-gauche dans la jeunesse. Le refus de s'organiser durablement avec d'autres, la théorisation du groupuscule affinitaire étant le simple prolongement de l'individualisme propagé par la bourgeoisie. Ce repli sectaire cherchant à se justifier par une évocation abstraite du prolétariat, des conseils ouvriers, des assemblées générales interpro, du peuple.

Comparons donc maintenant cette vie « collective » fractionnée et sectaire avec celle des militants qui ont construit localement un mouvement ouvrier. Citons quelques exemples et, en premier lieu, Eugène Varlin, la figure la plus connue de l'Association internationale des travailleurs (AIT) et de la Commune de Paris.

Ce dernier arrive à Paris en 1852, à l'âge de 13 ans, pour effectuer son apprentissage dans l'imprimerie. Il est accueilli par son oncle, relieur, qui lui apprend le métier. Mais ils se disputent rapidement, ce qui laisse Eugène à 15 ans sans liens sociaux dans une ville qui connaît une profonde désorganisation de sa population. Le pouvoir impérial a imposé la rénovation des quartiers ouvriers, impulsée par le baron Haussmann. La capitale voit également arriver une masse de travailleurs pauvres originaires des provinces (ils constitueront pourtant trois quarts des insurgés de la Commune en 1871). La vie ouvrière est donc profondément déstabilisée dans ses solidarités de quartier.

Cette situation n'est pas très favorable à une vie sociale intense ni à l'investissement dans un mouvement ouvrier violemment réprimé depuis 1848, et donc désorganisé. À l'âge de 21 ans, Eugène Varlin s'inscrit dans une école philanthropique,

où il reçoit des cours de français, de géométrie, de comptabilité, de latin... Il y rencontre de futurs responsables de l'AIT (Première Internationale). Il participe aussi à des cours de chant et à une chorale. En 1858, à 18 ans, Eugène est un des initiateurs de la reconstruction de la Société de secours mutuels des ouvriers relieurs. Par la suite, il impulse La Ménagère, une société coopérative d'alimentation. Puis, ce sera La Marmite, une cantine ouvrière coopérative fournissant des repas aux ouvriers ou des plats à emporter. On peut également s'y réunir et lire la presse, mais c'est surtout l'ambiance fraternelle qui assure la réussite du projet. Le succès est tel (huit mille adhérents) qu'il faut vite ouvrir des succursales dans trois autres quartiers. Ces sociétés adhéreront à l'AIT et aideront à fédérer les sociétés de métiers en socialisant leurs adhérents dans une vie quotidienne collective.

Autre exemple de militant, Eusebio Ferrari, le meneur du premier groupe de jeunes résistants communistes en 1940. L'enfant et sa famille italienne rejoignent le père à Fenain, dans le bassin minier du Nord, en 1923. Malgré sa nationalité et son statut d'étranger, le jeune électricien s'intègre pleinement dans la classe ouvrière locale. À 15 ans, il rejoint le groupe espérantiste constitué de soixante-trois élèves. Deux ans plus tard, c'est lui qui prendra le relais comme enseignant à la bourse du travail de Somain. Il devient vite le principal animateur des Jeunesses communistes (JC). Il organise les sorties champêtres, où l'on campe dans la région. Il initie au chant les jeunes dans une association et participe à la troupe théâtrale de l'amicale laïque. Et les JC multiplient les bals et les fêtes. Cette sociabilité

de classe va lui permettre d'impulser la première action directe clandestine contre l'occupant nazi.

Ces expériences locales ne sont pas exceptionnelles. Bien au contraire, elles illustrent le processus de socialisation des équipes militantes pendant un siècle. L'étude des réseaux de la Résistance ouvrière qui émergent à partir de 1940 démontre que ces réseaux puisent leurs forces dans la sociabilité des bourses du travail de l'entre-deux-guerres. L'un des exemples les plus parlants est celui des membres des Jeunesses communistes parisiennes, immergés dès leur enfance dans les activités culturelles et d'entraide de la Bellevilloise¹. Leurs aînés avaient connu une vie collective encore plus intense dans les Jeunesses syndicalistes, insérées dans les bourses du travail.

1. *Une jeunesse parisienne en résistance*, un documentaire de Laurence Karsznia et Mourad Laffitte, Les Mutins de Pangée, 2015.

CHAPITRE PREMIER

La culture des travailleurs avant la Révolution française

La bourgeoisie a réussi à maintenir sa domination de classe grâce au mythe du progrès. Le capitalisme apporterait une amélioration progressive du niveau de vie de la population. Il n'est pas question de contester le fait que les conditions de vie du prolétariat se sont améliorées au fil des décennies. Il ne faudrait d'ailleurs pas oublier que la raison principale de cette amélioration est la lutte menée par les travailleurs eux-mêmes. Cependant, si les progrès sanitaires, alimentaires, de confort quotidien ont fini par profiter aux classes dominées, le bien-être global est loin d'être devenu une réalité. Or, l'humain ne peut réduire sa vie au simple fait de consommer des marchandises en vivant le plus longtemps possible. Et pour s'en convaincre, il suffit d'observer le mal-être des bourgeois, constamment insatisfaits par

leurs richesses matérielles. Leur besoin permanent d'accumulation est le produit d'une pauvreté sociale.

Il est nécessaire d'étudier les conditions de vie dans les siècles passés pour vérifier si le progrès relève d'un fait incontestable ou bien d'un mythe. Pour cela, une question : avons-nous une vie sociale plus intense que celle de nos aïeux qui habitaient dans les campagnes reculées ?

La ville a été, elle aussi, présentée comme le symbole de ce progrès. Lieu de concentration des richesses et du pouvoir de la bourgeoisie, elle imposé le mode de vie qui s'y est construit et développé comme le modèle de la « civilisation ».

Pour des questions de méthodologie, nous séparerons la société urbaine et la société rurale. Pourtant, rien n'est plus artificiel. Nous verrons que le prolétariat alterne, pendant des siècles, le travail à la ville et le travail à la campagne, en fonction des saisons, des crises économiques et, bien sûr, des besoins de main-d'œuvre.

De plus, les habitants des villes conservent des liens culturels avec leur « pays » d'origine, faits de nostalgie mais aussi d'échanges. Les villes entretiennent des rapports économiques et sociaux quotidiens avec les campagnes qui les nourrissent et leur procurent les matières premières indispensables à leur développement. En outre, contrairement aux images faussement entretenues par les capitalistes, le développement industriel de la France se produit majoritairement dans les campagnes, grâce à la multiplication de petites usines locales, et ce, dès le Moyen Âge.

LE MONDE RURAL

La paysannerie n'a jamais été une classe en soi. Mais la production agricole a été pendant des siècles l'activité majoritaire dans le monde rural et lui impose ses rythmes de vie et son calendrier. Beaucoup de paysans se consacrent cependant, régulièrement ou non, à des activités artisanales. Ce qui n'empêche l'existence des artisans et des ouvriers ruraux, qui travaillent exclusivement à la transformation des matières (menuisiers, forgerons, meuniers...).

Ce monde rural est façonné par la propriété de la terre, la principale richesse. Avant la révolution de 1789, les propriétaires sont souvent minoritaires dans les villages. La moitié des travailleurs agricoles sont des prolétaires (« brassiers », « manoeuvriers »), condamnés à vendre leur force de travail, le plus souvent dans des conditions très précaires. Pendant la Révolution française, la vente des terres des nobles immigrés et du clergé va élargir le nombre de propriétaires.

Plus encore que le monde urbain, le village et sa vie collective sont traversés de contradictions de classe. Mais elles coexistent au sien d'une seule et unique communauté villageoise. Une communauté qui imprègne tous les aspects de la vie quotidienne. Il ne saurait donc être question de parler d'une culture prolétarienne et il apparaît pertinent d'utiliser le concept de culture populaire ou paysanne.

Il faut également relativiser cet isolement du monde paysan. Beaucoup de travailleurs sont dans l'obligation de se déplacer ponctuellement afin de trouver où louer leur force de travail.

En outre, de larges zones rurales vivent au contact de villes et lui fournissent en permanence ses moyens de subsistance.

Dans les médias contemporains, la question du temps de travail n'est jamais abordée dans une vision historique. La raison est évidente et profondément déstabilisante. Nos ancêtres disposent de beaucoup de temps libre au Moyen Âge ! Rappelons qu'ils ne travaillent ni le dimanche ni le samedi après-midi. Ils disposent de quatre-vingt-dix jours festifs libérés puisque les veilles des fêtes religieuses officielles sont également chômées. Celle de Noël dure douze jours, au moins une semaine pour Pâques et autant pour le carnaval. Dans les campagnes, le travail est impossible avant la levée et le coucher du soleil. L'hiver était donc une période de grand repos et de distractions, ce qui permet au corps de reprendre des forces au moment où l'environnement naturel est le plus hostile. La sieste est également une pratique courante sur le lieu de travail.

La veillée du soir demeure le principal moment de convivialité. Ce sont les instants où les anciens transmettent leur savoir aux plus jeunes à travers de multiples contes et histoires. Les travaux domestiques et artisanaux se réalisent autour du feu. La musique et les chants sont aussi très présents dans ces soirées passées en famille ou avec des voisins. Les instruments de musique sont confectionnés dans les campagnes les plus reculées. On s'adonne aussi aux jeux, que ce soit les dés, les osselets, les mérelles et autres jeux de table. La lecture est absente au Moyen Âge, mais le besoin d'imaginaire et de transmission est pris en charge par les contes, les fables, les chansons de geste, les

histoires, mais aussi la poésie, très populaire et pratiquée au sein même de la paysannerie – ainsi des « chansons de toile », ces courts poèmes produits par les paysannes quand elles cousent, tissent et filent.

Le « desport » (divertissement corporel) existe également sous différentes formes. La chasse est une pratique populaire avant qu'elle ne soit interdite aux pauvres au XIV^e siècle (sa popularité n'est pas simplement due à sa dimension alimentaire, à l'instar de la pêche). La natation, le tir à l'arc, la lutte, la course, les jeux de quilles ou de palets, tout comme les combats aux bâtons et la soule (ancêtre des jeux de balle) sont largement pratiqués. La campagne, les lacs et les cours d'eau sont des terrains de jeux et de promenades pas exclusivement réservés aux enfants. Les jeunes gens y trouvent un espace permettant l'expression de l'amour. Les repas sur l'herbe sont appréciés, même en dehors des jours de travail.

Autres moments de vie collective, les rites religieux. Il faut attendre la fin du XVIII^e siècle pour que les fêtes paysannes commencent à se détacher de leur dimension religieuse, mais elles fournissent les principaux espaces de détente et de plaisirs collectifs. C'est tout d'abord vrai pour le dimanche, totalement chômé. Si la messe est au cœur de la journée, elle est progressivement concurrencée par le cabaret. C'est également le cas pour les nombreuses fêtes rurales, le plus souvent issues du vieux fond païen lié à l'adoration de la nature et de la fécondité. Ces rites sont encadrés par l'Église, mais ils offrent un caractère festif qui dérive facilement sur la contestation et la transgression. Les fêtes

patronales, chargées de louer le saint patron du village, sont encore très influencées par la crainte de la mauvaise récolte. Mais elles sont tout autant destinées à faire bonne chaire et à s'amuser.

Il faut également ajouter au calendrier religieux les événements de la vie collective et familiale, toujours encadrés par la religion : mariages, baptêmes, enterrements, réunions des confréries, etc. Là aussi, la bonne chaire et l'alcool sont au rendez-vous. Ces événements ne sont pas limités à la famille ou aux amis, mais au contraire ouverts à toute la communauté. Ce qui en fait une pratique véritablement sociale.

Les marchés et les foires ne trouvent pas comme seul intérêt leur dimension économique. Ces rassemblements sont également l'occasion de se retrouver, de s'amuser et de se divertir.

Cette sociabilité paysanne ne s'exprime pas en totale autonomie de la vie urbaine. Les deux s'influencent mutuellement.

LE PROLÉTARIAT URBAIN

Après la crise de l'Empire romain, les villes se replient sur elles pour faire face à l'instabilité politique. Il faut attendre le ^x^e siècle pour qu'elles retrouvent un nouvel élan économique et démographique, qui favorisera le développement d'un prolétariat urbain. Ce dernier n'est pas homogène et il l'est d'autant moins qu'il travaille et qu'il vit au contact d'autres classes sociales avec lesquelles il partage un certain nombre de pratiques culturelles. Le contact quotidien s'établit en premier lieu avec la petite bourgeoisie, constituée de commerçants et d'artisans pauvres,

mais aussi des étudiants, une catégorie très active dans l'animation de la vie sociale. Le prolétariat est, quant à lui, constitué de trois secteurs.

Le premier est le plus traditionnel, celui des corporations du bâtiment, de l'alimentation, des objets d'art, du bois... Les prolétaires se définissent par leur appartenance à une profession, leur appartenance de classe étant édulcorée par la sociabilité et les règles de la corporation.

Le deuxième, celui des ouvriers des mines, usines ou des gros ateliers, existe depuis le Moyen Âge. Il va gagner en importance avec l'apparition des manufactures à la fin du XVIII^e siècle. Ce phénomène est dû à l'impulsion de la monarchie, qui veut doter le royaume de productions industrielles permettant une relative autarcie. Certaines de ces manufactures regroupent des milliers de travailleurs. Ces ouvriers subissent un encadrement de type militaire d'autant plus stricte qu'ils sont souvent logés et nourris afin de renforcer le contrôle social. Les horaires de travail s'établissent, selon les saisons, de 4-7 heures le matin à 19-22 heures le soir. Les prières, organisées pendant le travail, mais aussi au lever et avant le coucher dans les dortoirs, servent à imposer un respect strict des horaires de vie collective. Certains règlements contraignent même les ouvriers à demander l'autorisation avant de sortir de la manufacture les jours ouvrables.

Le dernier est celui des prolétaires les plus précarisés, dont l'activité culturelle se limite aux fêtes urbaines officielles. La précarité de leur vie ne leur permet que peu d'autonomie quant aux distractions.

Avant d'exposer ce qui constituait la culture ouvrière, il faut comprendre auparavant la mentalité populaire plus large dans laquelle elle émerge. Il faut intégrer le fait que, dans l'Ancien Régime, la bourgeoisie n'a pas encore imposé sa conception du progrès. La société est avant tout coutumière, comme l'explique l'historien David Garrioch¹. Elle est conçue comme un cycle relativement stable où l'usage et les coutumes jouent un rôle déterminant, dans la vie quotidienne mais aussi dans la transmission. Chacun, même le plus pauvre des habitants de la ville, est intégré au quartier. Seuls les étrangers, perçus comme des éléments extérieurs et donc déstabilisants, sont provisoirement exclus de cette relative cohésion. Les droits et les devoirs de chacun sont donc davantage codifiés par les usages et les mentalités que par des textes.

Cette coutume se retrouve au cœur des corporations de métier. Cette coutume est d'autant plus fondamentale que c'est le travailleur de l'artisanat qui polarise un prolétariat en construction. Les corporations offrent à leurs membres la sociabilité la plus intense. La domination des patrons y est forte et les contradictions de classe ont du mal à s'exprimer, chaque compagnon ayant comme principal objectif de devenir lui-même patron. Mais la culture ouvrière, propre aux prolétaires, n'en trouve pas moins des espaces d'existence relativement autonomes. Le compagnonnage est certainement le principal moteur d'émancipation sociale. La mobilité des compagnons rend tout

1. David Garrioch, *La Fabrique du Paris révolutionnaire*, La Découverte, 2015, page 45.

relatif le contrôle social. Le « tour de France » permet tout d'abord une meilleure prise de conscience de la situation globale du royaume et il facilite la diffusion des idées nouvelles. Mais il produit surtout une vie collective et la mise en place d'un réseau de solidarité à travers le royaume. Les réjouissances s'organisent sur les chantiers, lors des arrivées et départs, et lors de journées volontairement chômées destinées aux distractions entre compagnons. Ce sont ces espaces de sociabilité de classe qui rendent possible l'irruption ponctuelle de luttes contre des patrons. Car c'est surtout en dehors de l'atelier et du chantier que la sociabilité ouvrière va se construire. Elle constituera le terreau d'où naîtront les premières coalitions ouvrières.

Au XVII^e siècle, le nombre de cabarets ne cesse de croître. En 1670, Paris et ses faubourgs en regroupent 1 847. Les faubourgs sont attractifs en raison de l'absence de taxe sur les vins. Il y en a 204 rien que sur le faubourg Saint-Germain. La clientèle et les services proposés sont variés, mais les ouvriers et autres prolétaires y sont nombreux. Seuls les cabarets ont le droit de proposer une restauration. Les tavernes ne servent que la boisson, les clients pouvant cependant amener leurs victuailles. À la fin du XVIII^e siècle, la distinction disparaît, notamment en raison de l'évolution du droit commercial à Paris.

Les travailleurs y trouvent leur principal lieu de sociabilité et une facilité de parole qui favorisera la propagation de la contestation sociale et de la libre pensée athéiste. Les ouvriers peuvent dîner dans les « gargotes », les cabarets les plus simples. Mais, même modique, le coût, représentant d'un quart à un tiers

du salaire quotidien, ne permet pas une fréquentation permanente. C'est cependant le lieu prédestiné de partage de la vie libérée. Ainsi les cabarets du faubourg Saint-Antoine attirent-ils les ouvriers des métiers du meuble et ceux des manufactures du quartier. Le contrôle social impose la fermeture des établissements à 20 heures en hiver et à 22 heures en été.

La culture populaire urbaine a déplacé dans les cités les pratiques paysannes. Les références religieuses et professionnelles à l'agriculture ont été remplacées par celles de différentes corporations et celles de la ville (symbole de prestige et de richesse). Les autorités publiques et religieuses tentent d'encadrer cette culture. Il n'en demeure pas moins que cette sociabilité permet aux travailleurs de s'y distraire et de se créer des espaces de transgression et de contestation.

LES FÊTES PUBLIQUES

Les fêtes religieuses sont le prétexte à des débordements, les autorités religieuses étant dans l'incapacité d'imposer les rigueurs de l'orthodoxie catholique. Pâques, tout comme l'Assomption ou la Pentecôte sont accompagnés de danses, de chants et d'une agitation dénoncée aussi bien par le clergé que par le pouvoir municipal. Mais rien n'y fait, la contestation populaire profite des manifestations collectives pour mélanger démonstrations de bonne humeur, réjouissances et moquerie des élites. Mais c'est surtout le carnaval qui apparaît comme la période privilégiée de la contestation sociale. Les jours gras et la mi-carême sont donc

le principal événement, prétexte à l'éruption de la culture populaire autonome. Il est justifié par l'arrivée du carême et la bonne chère vient mettre un terme à l'hiver. Ces festivités donnent lieu à des carnivals dont le caractère religieux est pour le moins relatif. L'Église est contrainte d'accepter ces carnivals de février-mars en espérant accentuer ainsi la proclamation du carême préparant Pâques.

Le calendrier de ces fêtes chrétiennes s'établit au IV^e siècle. La naissance du Christ est alors fixée au 25 décembre et orchestre la suite du calendrier. Mais ces fêtes sont largement déterminées par les pratiques culturelles païennes précédentes et le carnaval reprend les pratiques festives qui consistaient, dès l'Antiquité, à inverser l'ordre social, ne serait-ce que par les déguisements. C'est l'occasion d'une remise en cause, symbolique mais réelle, des autorités institutionnelles et religieuses, mais aussi de la domination sexiste. C'est un moment de folie où les représentations sociales sont volontairement et ouvertement chamboulées. Ainsi, au XVII^e siècle, à Mardi gras, les marchandes des Halles n'hésitent pas à se déguiser en hommes. À l'inverse, des hommes adoptent des déguisements outranciers de femmes. D'autres s'habillent en moines pour mieux illustrer leurs penchants pour le sexe et l'alcool. Les manifestations et les dates des jours gras ont leurs spécificités dans chaque ville. Mais partout on retrouve la volonté de manger et boire à profusion, de manifester dans le bruit et la musique, d'assister à des pièces de théâtre sur les places publiques, de se déguiser et de s'afficher ostensiblement sur un char, de moquer... Les déguisements et les masques

offrent également la possibilité de contester tout en se préservant d'une possible répression. Les compagnies de garçons ne sont pas seulement destinées à organiser les festivités et les chars de la manifestation officielle. Ces compagnies masquées se déplacent le soir pour aller visiter les habitants, se faire offrir crêpes et beignets, demander un baiser aux filles mais aussi harceler les notables.

Il ne faudrait cependant pas transformer la vision que nous avons du carnaval en une manifestation révolutionnaire. Mais il favorise la contestation et peut se transformer en révolte populaire, comme à Romans, dans la Drôme, en 1580. En plein Mardi gras, les tensions entre classes sociales, chacune avec ses symboles de déguisement pour affirmer son parti, débouchent sur une bataille de rue entre la bourgeoisie aisée et la noblesse contre les classes populaires. Le lendemain, les paysans des villages environnants se joignent à l'insurrection, qui prend le contrôle de la ville. Elle sera matée et se soldera avec le massacre de plus de 1 500 émeutiers.

Les foires demeurent une des distractions les plus appréciées des travailleurs urbains et ruraux. C'est l'occasion, là aussi, de bien boire et bien manger, de chanter et danser, d'apprécier les jongleurs, acrobates, musiciens, troubadours. Mais également d'assister à des représentations théâtrales. Toutes les pièces données ne s'inscrivent pas dans notre répertoire classique. Mais nos ancêtres assistaient à des représentations d'un niveau nettement plus évolué que les émissions de télé-réalité d'aujourd'hui. Le théâtre est alors très populaire, il se joue partout et surtout sur

les places publiques, les prairies, sous les halles... Dès le Moyen Âge, cette activité est des plus populaires. Des compagnies se créent un peu partout pour interpréter des miracles et des mystères d'inspiration religieuse, mais aussi des farces et des comédies. L'engouement est tel que certaines pièces se jouent sur plusieurs jours en raison de huit heures de représentation quotidienne. Les spectateurs viennent de toutes les classes sociales et le jeu doit s'accommoder de l'expression passionnée du public. L'intégration du théâtre à la culture populaire est telle à que le théâtre s'y enrichit. Ainsi la *commedia dell'arte* est imprégnée de l'ambiance carnavalesque d'où elle puise sa force.

La nuit du Nouvel An, avec ses racines païennes, s'inspire de la croyance dans les revenants. Cette date sert donc d'occasion à des cavalcades dans les rues. Les jeunes, habillés de peaux de bêtes, frappent aux portes et multiplient les concerts sauvages avec casseroles et outils de cuisine. Le prétexte est de chasser les mauvais esprits, mais ce sont contre les notables que cette agitation s'oriente.

Au cours du XVIII^e siècle, la bourgeoisie développe un contre-modèle culturel. Elle entend briser la culture coutumière pour lui substituer une culture individualiste. L'affrontement se construit sur le terrain du discours et des pratiques avant de s'étendre dans le domaine politique et militaire lors de la révolution sociale.



Le Combat de Carnaval et Carême,
par Pieter Brueghel l'Ancien (1559).

CHAPITRE DEUX

Les classes dirigeantes et leurs tentatives d'acculturation

Les cultures populaires et plus particulièrement la culture prolétarienne vont être confrontées à plusieurs tentatives d'éradication, même si celle de la bourgeoisie sera finalement la plus violente.

Dès le XVI^e siècle, le pouvoir royal et ses agents religieux tentent d'imposer une police chrétienne. Elle vise à encadrer et à purger les pratiques sociales, en faisant intervenir les normes morales d'un clergé intégré à la classe dirigeante. La construction de l'État monarchique se réalise dans le cadre de cette offensive morale. La monarchie et son clergé entendent ainsi contrer la laïcisation des pratiques culturelles qui s'affirmait dans la période précédente. Cette offensive passe par la contrainte en ce qui concerne la participation aux fêtes et aux offices religieux.

Mais elle consiste surtout à purger ces événements de toutes profanations : le maintien d'activités économiques, consommation d'alcool, les jeux entre jeunes des deux sexes, la danse et autres bals... À partir de 1665, des arrêts de magistrats royaux imposent, dans le contexte du renforcement de l'autorité de l'État, l'interdiction des réjouissances paysannes le dimanche et lors des fêtes religieuses. Ces journées devant se limiter aux seules pratiques culturelles orthodoxes¹.

Cette répression se prolonge sur plusieurs siècles, bientôt complétée par une offensive antisociale tout aussi agressive. Ce sera celle de la bourgeoisie et de son idéologie, la philosophie des Lumières. La référence morale ne s'appuie pas sur les textes religieux mais sur une austérité tout autant hostile aux réjouissances populaires. Le prétexte et l'objectif sont le progrès économique. Les fêtes sont dénoncées. Elles ne le sont pas en raison d'une atteinte aux valeurs et aux pratiques chrétiennes mais comme obstacles à l'investissement économique et à l'enrichissement individuel.

La Révolution française marque ainsi une rupture à tous les niveaux. Elle se caractérise par une accélération des transformations déjà engagées dans les décennies précédentes. La bourgeoisie prend la tête d'un processus de destruction de tout ce qui peut apparaître comme un obstacle à la concentration des forces productives. Les marchandises et les hommes doivent pouvoir se déplacer facilement pour répondre aux besoins nouveaux de

1. Yves-Marie Bercé, *Fête et révolte. Des mentalités populaires du XVI^e au XVIII^e siècle*, Fayard/Pluriel, 2006, pages 170-171.

la classe dominante. La destruction des sociabilités locales, qu'elles soient urbaines ou rurales, est perçue par les bourgeois comme une nécessité. Cependant la classe dominante est traversée de conflits internes et de désaccords stratégiques.

Une partie de l'élite, sa frange réactionnaire, est, quant à elle, inquiète des transformations qui pourraient menacer sa domination de classe. Elle s'engage donc dans une tentative d'encadrement culturel des classes populaires en défendant les valeurs traditionnelles.

La bourgeoisie intellectuelle tentera, elle, d'encadrer ces masses populaires dégagées de leur sociabilité traditionnelle. Il reviendra donc à la gauche, laïque et républicaine, d'essayer d'intégrer et d'institutionnaliser la paysannerie et le prolétariat.

La première moitié du XIX^e siècle va donc être le terrain d'une offensive sans égal contre la culture prolétarienne. Elle est d'autant plus brutale que le prolétariat est déstabilisé par une urbanisation accélérée. Les campagnes sont affectées par la hausse de la productivité agricole, par l'accroissement de l'espérance de vie. Ces phénomènes provoquent une immigration vers la ville et vers les concentrations ouvrières naissantes : mines, usines, grandes villes, ports...

Ces déplacements de population sont une réalité dès la première moitié du XIX^e siècle, mais l'urbanisation se confirme tout au long du siècle. Ce sont, bien entendu, les populations les plus pauvres et les plus fragiles qui émigrent. Celles qui disposent du patrimoine le plus réduit, les paysans les plus pauvres ou le prolétariat rural. C'est le cas des charbonniers, des bûcherons, des

domestiques et de toute une main-d'œuvre disposant de peu d'attaches familiales.

Cette immigration a de tout temps existé, mais elle était pendulaire et les travailleurs saisonniers des villes retournaient au village pour participer aux travaux ruraux ou aux activités familiales et paroissiales. Au XIX^e siècle, ces immigrés saisonniers se fixent définitivement dans les villes. En 1848, sur les 25 000 maçons de Paris, la moitié viennent de la Creuse.

Cette immigration subie se déroule dans une situation traumatisante. Les conditions d'accueil sont catastrophiques. La précarité des salaires ne permet l'accès qu'à des logements insalubres et étroits. La faible qualification impose les activités les plus dures : ferrailleurs et chiffonniers, métiers peu qualifiés du bâtiment, porteurs...

Les arrivants sont très majoritairement des hommes. Leur isolement, leur instabilité professionnelle et géographique viennent donc renforcer une vie sentimentale et sexuelle des plus frustrées. Ce prolétariat est la cible de l'alcool, de nombreux suicides et de souffrances psychologiques.

Cette main-d'œuvre se stabilise progressivement, mais ce sont alors les familles nouvellement créées qui doivent subir la précarité de vie. L'encadrement religieux et scolaire est très faible dans les quartiers ouvriers et, d'ailleurs, les enfants doivent travailler. Les villes et les sites industriels ruraux vont être l'enjeu d'un combat pour le contrôle des activités culturelles, car la menace y est réelle pour la bourgeoisie. Le prolétariat voit ses rangs grossir et cette influence démographique s'accompagne d'une

volonté grandissante d'autonomie politique. Les théories socialistes gagnent du terrain à partir de la Révolution française. Les courants socialistes, dans un premier temps alliés à la bourgeoisie intellectuelle, se trouvent rapidement en conflit avec cette classe de plus en plus dominante. La gauche, les Montagnards de Robespierre, menacée par l'action autonome d'un prolétariat offensif, réprime le mouvement communiste dès 1793. Il le fera à nouveau dans les années 1830, en 1848 et sous la Commune, en 1871.

Il y a donc urgence pour la bourgeoisie à intensifier son contrôle sur la classe dominée. Elle veut l'acculturer et l'intégrer à son idéologie de l'État-nation. L'appareil d'État républicain (enseignants, élus municipaux) sera mobilisé aux côtés des partis politiques et des associations laïques pour essayer d'intégrer le prolétariat au bon fonctionnement du capitalisme. C'est le culte de la réussite individuelle qui est propagé, avec comme modèle l'enrichissement et l'expression d'une culture élitiste. L'État-nation, justifié par un nationalisme qui remplace l'adoration du roi, est l'outil au service de la politique offensive de la bourgeoisie : développement des équipements économiques, réglementation au service d'un marché national, expansion coloniale, répression des opposants.

Sans cautionner la société d'Ancien Régime, il est nécessaire de comprendre la violence de ce que va représenter la révolution bourgeoise sur le prolétariat et les paysans-artisans pauvres. Cette violence n'est pas sanglante, elle n'en est pas moins radicale lorsqu'elle consiste à détruire la sociabilité qui avait permis à la

population la plus précaire de survivre pendant des siècles à un environnement naturel, économique et politique hostile. Les cultures populaire et prolétarienne sont présentées comme archaïques et néfastes. L'offensive de la bourgeoisie détruit la communauté villageoise qui permettait à chacun d'exister en tant qu'être humain reconnu et intégré. Le quartier ouvrier va, lui aussi, être attaqué. Mais le prolétariat s'organise et ses premiers pas se réalisent sur le terrain de l'entraide et de la vie collective, dans la sphère de production mais, surtout, dans la vie de quartier.

BOURSE DU TRAVAIL DE REIMS
15, Boulevard de la Paix

LUNDI 31 DÉCEMBRE 1923
à 20 heures 30

GRAND CONCERT
suivi de BAL

organisés par le Club du Travail, de Reims, avec le concours de
La Cigale, de Marigny-le-Château.

BUVETTE ————— **SALLE CHAUFFÉE**

PRIX D'ENTRÉE :
Grandes personnes : 1,50 ; Enfants de 10 à 15 ans : 0,50
Entrée gratuite pour les enfants au-dessous de 10 ans et les militaires.

PROGRAMME DU CONCERT

| <i>Première Partie</i> | <i>Deuxième Partie</i> |
|---|---|
| <p>JEANTY, comique grime.</p> <p>M^{me} LUCETTE, sans saupéris.</p> <p>DAX'YS, comique de genre.</p> <p>M^{me} BADI, chanteuse légère.</p> <p>CARTOS, socialiste.</p> <p>M^{me} BOLANDE, (Tchaïkowsky et ses Sentimentales).</p> <p>M. et M^{me} CARTOS, duo-finales.</p> | <p>LE MASQUE ROUGE, réclame.</p> <p>M^{me} GINETTE, solo avec 1 couplet.</p> <p>DARNAL, romancier.</p> <p>EDWARDS, comique excentrique grandiloquent.</p> <p>BRUVAL, bergère.</p> <p>M. DAX'YS et M^{me} LUCETTE, duo-finales.</p> <p>LA ROSE BLEUE, travaillé en sa robe, sentimentale et comique.</p> |

PROGRAMME DU BAL

ORCHESTRE DE 1^{er} ORDRE - 5 Exécuteurs

| | | |
|--------------|--------------|-------------------|
| 1. Polka. | 5. Scottish. | 9. Polka. |
| 2. Mazurka. | 6. One-step. | 10. Jive. |
| 3. Ton-trot. | 7. Valse. | 11. Pât-trot. |
| 4. Valse. | 8. Tango. | 12. Polka finale. |

CHAPITRE TROIS

De la résistance à l'offensive prolétarienne

Ce sont les villes qui offrent les lieux privilégiés d'organisation des travailleurs. Le contrôle politique exercé par les classes dominantes y est plus difficile en raison de la relative mobilité de ce prolétariat urbain.

Le marxisme officiel a souvent servi de prétexte pour réduire ou centrer les rapports de classe sur l'unique lieu de production. C'est oublier que le capitalisme est un système de production et de domination. Or un système a pour définition d'être un ensemble cohérent avec des interférences entre chaque partie de ce même système. Il est donc grotesque de séparer la sphère « économique » et la sphère « politique » comme la social-démocratie et la plupart des courants gauchistes l'ont largement développé.

Ce schéma a servi à justifier la croyance selon laquelle la « révolution politique » ne pourrait être menée par l'organisation syndicale. Dans cette tradition, on retrouve l'idée que la conscience de classe serait née dans les usines et autres concentrations ouvrières de production. C'est au nom de cette théorie que le mouvement syndical a également centré son activité depuis 1945 sur l'entreprise. Depuis plus d'un demi-siècle, les syndicalistes révolutionnaires continuent, souvent bien seuls, à défendre l'évidence inverse. La lutte syndicale dans l'entreprise ne crée pas de conscience de classe mais une simple hostilité à un patron ou à un groupe d'actionnaires.

C'est donc hors de l'entreprise que le prolétaire prend conscience que son exploitation est similaire à celle que subissent ses autres camarades rencontrés à la bourse du travail, au club de sport, dans l'association culturelle ou de locataires. C'est dans la sphère sociale que la révolte contre son patron se transforme en conscience de classe.

BIEN AVANT LA « BANLIEUE ROUGE », LES QUARTIERS OUVRIERS

Les dernières études historiques viennent infirmer ce mythe. La recherche menée par Maurizio Gribaudi dans les archives ouvrières parisiennes est, à ce titre, impressionnante. Elle peut se résumer à une citation tirée de son ouvrage : « Une première gamme d'expériences qui marquent et accompagnent la "montée vers la politique" est certainement constituée par les formes de

sociabilité ouvrière qui se développent autour du chant, de la musique et de la danse¹. »

Les cabarets deviennent, en effet, au XIX^e siècle un lieu privilégié de réunions. C'est d'autant plus vrai sous les périodes de répression et d'interdiction des réunions politiques. Boire un verre devient l'occasion ou le prétexte pour débattre et échanger les opinions. Il n'est donc pas étonnant que les pouvoirs publics multiplient les décrets afin de limiter l'influence et le développement des cabarets. Ces cabarets prennent d'ailleurs désormais le nom de « cafés ». Cela tient à la démocratisation de ce produit autrefois destiné aux élites. Mais le « café » du XVIII^e siècle, réservé à ces mêmes élites, servait également de salon littéraire et d'espace philosophique. Cette pratique se démocratise donc.

À partir de 1818 va se développer un nouveau type de débits de boisson, une nouvelle pépinière de la culture ouvrière : la fameuse goguette. Ce sont des cafés ou des cabarets qui accueillent des chanteurs ou des compagnies de chant. Elles reçoivent un public organisé le plus souvent en « sociétés », mais elles acceptent aussi des clients invités par les sociétaires. C'est là que l'on écoute et que l'on apprend des chants qui seront ensuite repris largement dans les moments quotidiens de la vie et souvent sur les chantiers et dans les ateliers. Cette culture orale est d'autant plus importante qu'à Paris plus d'un tiers du prolétariat demeure illettré au début du XIX^e siècle. Ce qui explique que le chant est alors omniprésent.

1. Maurizio Gribaudi, *Paris ville ouvrière. Une histoire occultée, 1789-1848*, La Découverte, 2014, page 243.

Dans la périphérie parisienne, les goguettes sont surtout peuplées des ouvriers du faubourg Saint-Antoine et autres quartiers prolétariens. Ce sont des lieux de discussion un tant soit peu protégés du contrôle et de la répression par leur structuration en sociétés. Mais des sociétés accueillantes, qui intègrent les nouveaux venus. C'est ce qui explique leur rôle dans la diffusion des idées républicaines puis socialistes. Mais c'est surtout leur dimension de classe qui leur donne leur identité. Les chansons, à l'image du fameux *Chant des ouvriers*, favorisent la collectivisation du mécontentement et des critiques individuelles et corporatives qui finit par forger un discours de classe. Mais les goguettes sont aussi le lieu où les différents secteurs de la classe se rencontrent et commencent à vivre ensemble.

Elles vivent en lien avec les chanteurs et musiciens publics présents dans de nombreuses rues. Ces chanteurs sont parfois le prétexte ou l'origine d'attroupements qui inquiètent de plus en plus les autorités. À une époque où nos manifestations se sont transformées en défilés saturés de musique sonorisée, il est bon de rappeler que le chant a toujours servi à unifier un collectif, pour la vie quotidienne mais aussi lors des combats. Quand la musique enregistrée prend le relais, l'action collective perd de sa cohésion.

Aux goguettes s'ajoutent vite les guinguettes. C'est leur équivalent, mais, cette fois-ci, pour la danse. Les ouvriers des faubourgs s'y déplacent le dimanche en groupes, de préférence dans celles de la banlieue parisienne pour profiter de la campagne. Nombreux sont ceux qui choisissent de chômer le lundi pour

prolonger leur séjour, et pas seulement pour des raisons d'ébriété. Mais, en hiver, les travailleurs se replient sur les guinguettes des quartiers du centre. Il en existe une multitude qui s'ouvrent, avec plus ou moins de régularité, sans contrôle bien efficace des autorités. L'entrée y est en effet libre, contrairement aux « bals régie » de la bourgeoisie. Leur géographie et leur clientèle sont exclusivement prolétariennes.

À côté des goguettes et guinguettes, se créent des sociétés musicales et autres « harmonies ». Organisées par professions ou sur une base géographique, elles participent aussi à la structuration sociale de la vie ouvrière, car ces sociétés interviennent lors des fêtes et des carnivals. Mais elles le font aussi indépendamment des initiatives déjà existantes. Ainsi, elles offrent des bals accessibles aux plus pauvres. Il n'est donc pas étonnant qu'elles soient souvent à l'origine d'une dynamique culturelle qui va bien au-delà de la musique. Prenons l'exemple de l'Harmonie des mineurs de Lourches, créée en 1848. C'est la première société culturelle de la commune, rejointe les années suivantes par une société de chorale, sept sociétés de tir à l'arc, un groupe colombophile, un cercle théâtral et une société de secours mutuel².

M. Gribaudo démontre que le lien entre ces sociétés ouvrières et le mouvement républicain est très tardif et se limitera à Paris. Contrairement à ce qui a été écrit par une multitude d'historiens sur l'influence supposée des clubs républicains sur le prolétariat, le monde ouvrier se dote donc de sa propre sociabilité.

2. Benigno Cecérés, *Loisir et travail : du Moyen Âge à nos jours*, Seuil, 1973, page 177.

C'est dans cette sociabilité de classe que les sociétés de secours mutuel prennent un élan dans les premières décennies du XIX^e siècle. Organisées par métiers, elles offrent un cadre d'entraide fondamental. L'initiative vient parfois de la classe dirigeante. C'est le cas à Paris, où la Société philanthropique incite et aide des différents corps de métiers à fonder des sociétés. Bourgeois et autres notables espèrent ainsi favoriser une culture de la gestion des œuvres sociales. Ils espèrent ainsi calmer les ardeurs ouvrières et limiter la misère par des actions legalistes.

Mais, bien vite, ces sociétés de secours vont glisser vers la contestation professionnelle puis sociale. Elles le font d'autant plus facilement qu'elles émergent, elles aussi, dans les espaces de vie collective des travailleurs. La plupart des sociétés organisent d'ailleurs les assemblées dans les locaux des guinguettes ou go-guettes. Il est également très courant qu'elles soient domiciliées dans ces cabarets.

C'est immergé dans cette sociabilité ouvrière que le prolétariat va intervenir dans les révolutions du XIX^e siècle. Et cette réalité n'est pas propre à Paris. Le centre-ville, peuplé d'un prolétariat relativement concentré, se retrouvera systématiquement en première ligne des affrontements de classes. Mais la classe ouvrière dispose déjà d'une organisation similaire dans de nombreuses localités. Un réseau national est déjà en place grâce à la mobilité des idées, des écrits, mais aussi de la main-d'œuvre.

La première échéance va être la révolution de juillet 1830, pendant laquelle les barricades parisiennes imposent par les armes la chute de la monarchie. Pour comprendre la force du

prolétariat, laissons, à nouveau, la parole à M. Gribaudo : « Toute la structure de la fabrique parisienne passe énergiquement, avec les liens de sociabilité qui l'entourent, du travail de l'atelier à celui du "combat révolutionnaire". Car ce sont bien les réseaux noués dans les espaces de la sociabilité et du travail de l'îlot et du quartier qui s'activent alors³. »

Les quatre années qui vont suivre vont être marquées par une montée en puissance de la revendication et de la structuration du mouvement ouvrier. Cette dynamique engendre un brassage des multiples sociabilités et de ces contacts physiques naît une conscience de classe. Les ouvriers n'auront pas attendu que les patrons créent de grandes usines pour se doter d'une conscience de classe. La description de la vie ouvrière, à Paris comme dans les autres quartiers prolétariens, démontrent que le marxisme caricatural est inopérant. Le prolétariat s'est construit une sociabilité de quartier, faite de sociétés culturelles et d'entraide. C'est la fédération de ses sociétés qui produisent les conditions matérielles d'où va émerger une conscience de classe. Cette dynamique était d'ailleurs beaucoup plus difficile à créer dans une grande usine. Les grandes unités de production sont souvent caractérisées par une gestion paternaliste. Le patron impose aux travailleurs un logement, des services sanitaires, une assistance ou des prêts, une épicerie, des équipes sportives encadrées. Dans ce contexte, une sociabilité ouvrière rencontre de grandes difficultés pour s'exprimer.

3. Maurizio Gribaudo, *Paris ville ouvrière. Une histoire occultée, 1789-1848*, La Découverte, 2014, page 189.

Cela peut paraître évident, même à des intellectuels extérieurs à la classe. Oui, mais voilà, il faut bien justifier la politique institutionnelle et philosophique de la gauche pro- ou extra-parlementaire.

Cette sociabilité ouvrière va se développer, se renforcer. Les mobilisations et insurrections ouvrières de 1848 et 1871 y puisent leur force et leur organisation. C'est également sur ce terrain que, suite à des défaites, les militants trouvent un refuge et des espaces pour reconstruire une action sociale. Cette expérience va converger vers la création des bourses du travail. Il ne s'agit plus d'initiatives tactiques. La bourse du travail, fédérée au niveau national, est pensée comme l'outil stratégique central. La sociabilité n'intervient plus dans un quartier, dans une profession, dans une localité. Elle se veut sociale dans sa globalité, tous les prolétaires ayant vocation à s'y intégrer. Non seulement elle vise le socialisme, mais elle le construit dès maintenant.

LES BOURSES DU TRAVAIL

L'histoire des bourses du travail est actuellement impossible à réaliser. Il faudrait pour cela étudier les activités d'entraide menées pendant des décennies dans plusieurs centaines de localités. Pour comprendre leur impact et leur puissance, nous allons donc nous arrêter à un exemple concret, celui de la bourse du travail de Reims, dans les années 1920. Le sujet est intéressant, car il s'inscrit dans une période de recul et de division du mouvement ouvrier dans une localité où cette division produit l'éclatement

de la CGT en trois morceaux. Malgré cette division, la bourse du travail réussit à fédérer la sociabilité et, à travers elle, des luttes offensives.

Nous nous appuyons sur une étude produite, en 1976, par Dominique Pierre dans le cadre d'un mémoire d'histoire, « La CGT à Reims, de la fin de la Première Guerre mondiale à la réunification ». Cette étude est riche, car elle s'intéresse largement à la vie de la bourse du travail en montrant en quoi ses activités quotidiennes ont permis de maintenir l'unité syndicale pendant une dizaine d'années. Et, pourtant, la division syndicale y est, plus que partout ailleurs, très marquée.

La division syndicale de 1921 laisse côte à côte deux CGT de taille relativement égale. De plus, à Reims, les minorités syndicales sont relativement puissantes dans la CGTU. Les partisans de Pierre Besnard (qui évoluent rapidement vers l'anarcho-syndicalisme) tiennent momentanément les puissants syndicats du verre (bouteilles de champagne) et du bâtiment (massif en raison de la reconstruction de la ville). Quant à la minorité syndicaliste révolutionnaire, animée par Marie Guillot et les Groupes syndicalistes révolutionnaires (GSR), elle s'appuie sur les syndicats des PTT et du Livre. Dans les années 1920, avec la dérive sectaire de la CGTU, des syndicats autonomes apparaissent.

Cette rivalité prend une tournure violente, et cette violence n'est pas seulement verbale. La plupart du temps, les meetings syndicaux (et affinitaires) d'une tendance sont perturbés par des opposants venus spécialement pour porter la contradiction.

Et cela finit très régulièrement par des bagarres générales. La situation n'est donc pas favorable à l'unité d'action et ces querelles sont d'autant plus violentes que le mouvement syndical voit ses effectifs diminuer. Le sectarisme et les discours affinitaires sont alors la solution de facilité afin de cacher les responsabilités des uns et des autres dans les défaites. Et, pourtant, jusqu'à la fin des années 1920, la bourse du travail survit et sert de repère collectif à la classe ouvrière de Reims. Pas seulement un repère symbolique, mais un repère au quotidien, dans la vie ouvrière, dans ses solidarités collectives, morales et matérielles.

Alors, arrêtons-nous sur les raisons profondes qui font que la bourse du travail va servir de lieu de repli et de résistance dans une période de reflux des luttes. Ce bastion préservé des divisions permettra régulièrement à certaines professions de repartir à l'assaut, de reconstruire leur syndicat d'industrie grâce à l'aide de la bourse du travail.

Comment ces militants qui se connaissent personnellement, qui se sont divisés violemment et qui souvent se détestent arrivent-ils à organiser ensemble de multiples activités quotidiennes ? Parce que la bourse du travail est gérée par les syndicats qui y adhèrent, qu'ils soient membres de la CGTU ou de la CGT.

Nous savons que la plupart des bourses du travail s'appuient sur des activités bien connues : bureau de placement pour les chômeurs, cours professionnels, activités culturelles... Mais, à Reims, la contre-société ouvrière est organisée à une échelle plus imposante. En juin 1919 est créé le Club du travail de Reims (CTR), qui s'affilie à la Fédération sportive du travail, laquelle

fedère les organisations ouvrières sportives dans toute la France. Mais le CTR ne va pas en rester aux activités sportives.

En juillet 1920, est créée une section théâtrale et artistique. En 1921, c'est au tour de la section féminine, puis, en juin, de la section littéraire. Les Jeunesses syndicalistes, réorganisées en janvier 1920, apportent toute leur énergie au CTR. Les activités sont multiples, allant des conférences éducatives sur l'hygiène aux concerts de masse. Une clinique est également mise en place.

Le 24 janvier 1922, des projections de films sont organisées pour la première fois et, en un an, le cinéma totalisera 27 055 entrées, la rentabilité de l'activité étant assurée par la buvette.

La section artistique du CTR met en place de nombreux spectacles. Il y a souvent des chansons, suivies de monologues réalistes ou comiques. Ces spectacles sont toujours précédés d'un discours syndical et s'achèvent souvent par un bal. Dans l'édition du 11 mars 1933 de *L'Exploité*, le CTR définit la forme littéraire que doit prendre le théâtre ouvrier : « Il doit supprimer le cabotinage : pas de sanglots inutiles ou feints dans la voix. C'est la vie du peuple, ses joies, ses amertumes qu'il faut interpréter. »

Une école de musique est également constitué et il est courant que ses membres soient mobilisés afin d'animer des fêtes devant servir au financement de certaines campagnes syndicales, en premier lieu les caisses de chômage et de propagande de la bourse du travail.

Le sport tient une place tout aussi importante. Les gestionnaires du CTR voient dans les activités sportives un excellent moyen d'opposer la culture prolétarienne, basée sur la solidarité

collective, à l'idéologie bourgeoise véhiculée par la culture de la concurrence. Le CTR lutte contre la commercialisation du sport qui est facteur de « jeu dur » et de bagarre. Pour les militants ouvriers, le sport bourgeois, c'est « l'oubli le dimanche de l'exploitation de la semaine ». La dimension antimilitariste est nettement affirmée. Le CTR veut lutter contre la préparation militaire orchestrée par les clubs sportifs traditionnels. Dans le CTR, les sports sont organisés comme un moyen de favoriser l'émancipation des femmes, leurs capacités physiques libérées devant faire reculer les préjugés sur la prétendue infériorité du sexe féminin.

Mais le sport est aussi perçu comme un moyen de renforcer les capacités de lutte de la classe ouvrière. Les textes publiés par le CTR ne cachent pas l'objectif fixé à l'association : organiser les travailleurs dans des activités sportives tout comme les fascistes italiens et allemands ont su organiser leurs noyaux de miliciens dans le même type de structures. Au sujet des milices fascistes, le secrétaire du CTR note que « les bataillons d'attaque étaient composés à peu près uniquement des membres des organisations sportives bourgeoises ». Le 27 juin 1926, les dirigeants fascistes Valois et Bucard appellent à un rassemblement à Reims afin d'établir un véritable rapport de forces à l'échelle nationale. L'extrême droite espère rassembler 10 000 partisans, elle peut compter sur la bourgeoisie locale. Une manifestation ouvrière unitaire est appelée afin de riposter à cette provocation. La manifestation antifasciste est ouverte par une ligne de quarante drapeaux rouges. Les 4 000 à 10 000 ouvriers présents

occupent la rue et les cortèges s'achèvent en de véritables batailles de rue dans le centre-ville. Ce sont les membres des clubs sportifs ouvriers qui servent de bras armé à la manifestation antifasciste.

Les activités culturelles et d'entraide sont également mises au service des autres luttes, sur le terrain professionnel. Avant la constitution de la Main-d'œuvre étrangère (la MOE, rebaptisée ensuite MOI, constituée des commissions par groupes de langues dans les syndicats CGTU puis CGT), la bourse du travail entreprend une campagne de syndicalisation du prolétariat espagnol et italien. Afin d'attirer ces travailleurs, le CTR est mis à contribution. Des groupes nationaux de théâtre ont pour vocation d'adapter des pièces dessinées à un public immigré maîtrisant mal le français.

La bourse du travail sert aussi de lieu d'organisation des chômeurs. Une des principales revendications élaborées en 1927 est la création d'une « caisse de compensation ». C'est donc le mouvement syndical qui prend directement en charge l'organisation des chômeurs, sans passer par des associations caritatives. La charité est refusée et ce sont par des mobilisations et des pressions interprofessionnelles sur la mairie que la bourse du travail veut arracher des moyens financiers. C'est la ligne défendue par la CGTU : « N'entraîner dans la lutte contre le chômage que les chômeurs, ce serait faire le jeu du patronat. »

Les activités développées par la bourse du travail et le CTR sont des moyens de maintenir un maximum de travailleurs précaires au sein du mouvement ouvrier.

La bourse du travail est aussi à l'initiative d'un syndicat de locataires qui rassemblera de très nombreux travailleurs. Ceux-ci subissent des conditions de logement désastreuses dans une ville ravagée par la Première Guerre mondiale.

Avec cette description rapide de la bourse du travail et de son CTR, il ne s'agit pas de mythifier les activités culturelles et d'entraide. Cependant, dans cette période de long reflux des années 1920, la bourse réussit, grâce à ses services socialisés, à maintenir une sociabilité ouvrière anticapitaliste. Ce n'est pas pour rien si, en 1929, les syndicats du bâtiment sont en capacité de lancer une grande grève dans la profession, alors que le chômage l'affaiblit violemment. Elle permettra à la CGT de resyndiquer massivement les ouvriers du bâtiment. Il faut rappeler qu'à la même époque il n'y a pratiquement plus de grève en France !

Il n'est donc pas étonnant que, dans cette période de recul du mouvement ouvrier dans les entreprises, la bourse du travail renforce ses activités. Le nombre de syndicats adhérents progresse au fil des années, ce qui permet de relancer les activités culturelles et sociales. La bibliothèque est de plus en plus utilisée par les travailleurs et son influence de masse est évidente si l'on s'attarde sur la nature des livres empruntés. Seulement 1 % des emprunts concernent des livres traitant du syndicalisme, alors que 78 % sont des romans. Les capacités de la Bourse amènent également la réouverture de la clinique en janvier 1929.

Malheureusement les divisions entre fractions vont faire exploser ce bastion ouvrier. Au début de l'année 1929, la nouvelle

ligne sectaire défendue par l'Internationale communiste amène à un clash. La direction de la CGT tente d'expulser alors les syndicats CGTU de la bourse. Weber, dirigeant local de la CGTU et du PC, en profite et pousse à la scission. Il va mettre en place une maison du peuple où le PC va tenter de rassembler toutes ses organisations satellites. Certains syndicats unitaires veulent conserver l'unité de travail au sein de la bourse, mais ils sont eux aussi exclus par la direction CGT. Le mouvement ouvrier rémois perd provisoirement son unité, matérialisée par la bourse, et ses capacités d'organisation utilisées au quotidien.

Les bourses du travail retrouvent une nouvelle vigueur grâce à la réunification syndicale de 1936, qui permet la fusion des confédérés, des unitaires mais aussi de la majorité des autonomes (organisations professionnelles restées souvent fidèles au syndicalisme révolutionnaire et ayant refusé la division dans la profession). Elle offre aussi un contexte favorable à la réunification de nombreuses organisations de sociabilité, à l'image de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT).

Cependant, cette réunification n'est que partielle. L'autonomie ouvrière a largement été affaiblie par la dérive affinitaire et institutionnelle. Chaque courant philosophique consacre la priorité au renforcement de sa chapelle. Le sectarisme s'accomplit aussi sur le terrain culturel, chacun cherchant à rayonner à travers ses associations ou les institutions qu'il contrôle momentanément (dans les municipalités ou dans des services étatisés).

Pourtant, l'autonomie ouvrière demeure un réflexe de classe en contradiction permanente avec le repli sectaire et, face aux

tentatives d'encadrement des travailleurs menées par les organisations confessionnelles, réactionnaires et bourgeoises, le mouvement ouvrier répond par des expériences de sociabilité ouvrière.

La construction d'une sociabilité ouvrière n'est donc pas le monopole des syndicalistes révolutionnaires. Ceux-ci lui donnent une fonction dans une stratégie globale. Les autres courants du mouvement ouvrier défendent, eux aussi, un syndicalisme à « bases multiples ». Tous comprennent que l'action syndicale ne peut se limiter à l'entreprise ou au monde « professionnel ». Cependant, leur lien avec les organisations religieuses et affinitaires les empêche de penser la sociabilité comme le noyau du socialisme. C'est, avant tout, un espace où exercer une influence. Pour les syndicalistes révolutionnaires, cette sociabilité a une dimension véritablement sociale, car destinée à s'ouvrir à toute la classe et même à dominer et attirer à elle les classes alliées.

LA SOCIALISATION DES JEUNES

Au tournant du siècle apparaît une réflexion sur l'adolescent. Ce phénomène est lié à la progression des études, au recul de l'âge légal de travail des enfants. La bourgeoisie lance une politique d'encadrement de la jeunesse. Les courants socialistes sont les premiers à répondre en lançant leurs premières expériences dans le domaine sportif mais aussi en favorisant des organisations de jeunesse. Leur schéma centraliste et intellectuel provoque rapidement une contestation des jeunes et de multiples obstacles à leur expression.

C'est donc le syndicalisme révolutionnaire qui va servir à la jeunesse d'alternative, d'outil d'organisation. Elle va pouvoir s'appuyer sur l'aide et sur l'expérience de Pierre Monatte et de ses anciens camarades des Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes (ESRI). Cette collaboration donne naissance, au début ^{XX}^e siècle, aux Jeunesses syndicalistes.

La presse bourgeoise et religieuse mène également son offensive en direction des jeunes. Plusieurs publications voient le jour avec pour cible la jeunesse. Les cégétistes répondent avec le lancement, en 1911, d'une revue, *Les Petits Bonshommes*. Dans le premier numéro, l'équipe de rédaction, liée aux syndicalistes révolutionnaires de *La Vie ouvrière*, donne le ton : « Préparer une génération d'êtres humains au cerveau libre et au cœur droit [...] qui n'auront pas de peine à débarrasser le monde des vilains bonshommes qui, depuis plusieurs siècles, ont tenu leurs pères en esclavage. » Ce bimensuel paraîtra jusqu'en 1926.

En complément, les syndicalistes révolutionnaires proposent également des outils de sociabilité. Un projet de pupilles voit progressivement le jour. Cette structuration s'implante d'abord dans le bastion des ardoisiers de Trélazé et, plus largement, dans la Fédération du bâtiment. En 1923, la CGTU officialise son extension à l'échelle confédérale. Les Pupilles de la première enfance sont pensées à travers deux projets qui s'adressent aux enfants de 6 à 13 ans. Le premier prend exemple sur l'Avenir social, un orphelinat géré par les organisations de la CGTU. Il s'agit donc d'un internat et d'une école syndicale qui met en pratique un enseignement alternatif.

La seconde organisation est l'externat. Il s'agit, pour les syndicats de la CGTU, de « pénétrer les patronages ou des groupements analogues fonctionnant au sein des coopératives et de leur offrir leur concours à ces œuvres sociales en toutes circonstances. [...] Dans les localités où il n'existe aucun groupement de ce genre, les organisations syndicales agiront pour en faciliter et en développer la création » (« Schéma d'organisation des Jeunesses syndicalistes », *La Vie syndicale*, bulletin intérieur de la CGTU).

Les groupes de pupilles rassemblent, quant à eux, les apprentis de 13 à 18 ans bénéficiant d'une moindre cotisation.

Pour ce qui est du reste du schéma de 1923, il reprend les acquis de l'expérience des Jeunesses syndicalistes. Les Jeunesses syndicalistes sont adhérentes à leur syndicat et y constituent une commission, mais elles se rassemblent aussi au sein des unions locales de syndicats afin d'y développer une formation technique, politique et sexuelle.

Les Jeunesses syndicalistes « mèneront à la partie instructive et éducative la partie distractive et récréative en organisant des sorties et ballades champêtres, colonies de vacances, des soirées artistiques avec répertoire choisi, projections lumineuses et cinématographiques, jeux, divertissements variés auxquels pourra se mêler la pratique modérée des sports ».

Les organisations affinitaires ont toujours eu des rapports tendus avec leurs organisations de jeunesse. Le fédéralisme de la CGT va permettre une bien meilleure relation, tout en offrant une véritable unité organique. C'est ce que rappelle le schéma :

« Dans les différents stades d'évolution des Jeunesses syndicalistes, ces groupements devront s'incorporer intimement à la vie des organisations syndicales. Ils seront habitués à se gérer par eux-mêmes, avec le concours occasionnel des militants. »

« On favorisera chez eux l'éclosion du libre arbitre et des initiatives. » L'action revendicative et culturelle des Jeunesses syndicalistes s'articulera sans véritables tensions dans la vie de la CGT et de ses syndicats. Ainsi, les Jeunesses syndicalistes organisent régulièrement leurs propres activités, tout en participant à celles de toute l'union locale ou de toute la confédération.

Les Jeunesses syndicalistes vont être les premières victimes de la division sectaire qui se développe à partir de 1923 dans le mouvement ouvrier. L'année 1923 marque, avec l'échec du dernier élan révolutionnaire en Allemagne, la phase de reflux. La propagation de la révolution russe a échoué en Europe. Le pessimisme provoque chez de nombreux militants une tentation de repli bureaucratique. Cette dernière va prendre différentes formes. Certains militants évoluent vers le réformisme, d'autres se replient dans un sectarisme anarcho-syndicaliste d'autant plus idéologique qu'il est coupé de toute proposition stratégique. Mais la principale dérive est celle du stalinisme à la française.

Les Jeunesses syndicalistes connaissent alors un processus de profondes divisions internes. De fait, elles ne vont se maintenir avec une activité, d'ailleurs fort intéressante, que dans les fédérations de la CGTU restées fidèles à la charte d'Amiens (PTT, Education...). Les activités de sociabilité sont, elles aussi, fragilisées, même si souvent les bourses du travail demeurent des

lieux de fraternisation. Les réformistes éprouvent toujours la même difficulté à articuler l'autonomie ouvrière avec leur stratégie d'investissement dans les institutions. Les municipalités et les services de l'État sont de plus en plus perçus comme des leviers d'action sociale. Les militants du Parti communiste modifient leur stratégie en fonction des réorientations diplomatiques de l'URSS. À partir de 1928, ils adoptent une politique ultragauchiste qui sous-évalue les pratiques de sociabilité de classe et de contrôle ouvrier. En 1934, la ligne des fronts populaires leur impose un total revirement, avec une fuite en avant institutionnelle. Les syndicalistes révolutionnaires maintiennent une influence, mais moindre. Ils multiplient les expériences de front unique dans le domaine social, mais avec une capacité nettement moins importante.

Cependant, malgré cette instabilité politique, aucune tendance du syndicalisme n'abandonne les pratiques culturelles. Deux exemples viennent illustrer cette réalité faite de contradictions, pas toujours visibles au quotidien. Les années 1930 voient ainsi se développer de nouvelles pratiques de sociabilité de classe.

LE TOURISME SOCIAL

Les congés payés sont conquis en 1936, après plusieurs décennies de conquêtes partielles dans certaines professions⁴. Ces

4. Stéphane Sirot, « Les congés payés en France avant le Front populaire. L'exemple des ouvriers parisiens de 1919 à 1935 », in *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 50, avril-juin 1996.

droits sont donc généralisés en juin 1936. Les clichés actuels nous décrivent les ouvriers qui découvrent la plage grâce au Front populaire ! Il est nécessaire de déconstruire ce mythe. Il est vrai qu'une première vague de touristes prolétariens prend le train à l'été. Mais à l'été 1937. Non pas à l'été 1936, car les luttes continuent pour faire appliquer les acquis de la grève démarrée fin mai. La poussée ouvrière a été telle que, le 20 juin 1936, l'Assemblée nationale vote une loi révolutionnaire à la quasi-unanimité : seule une voix s'oppose aux 563 députés, tous partis confondus, contraints de la soutenir. Elle impose ce qui était inacceptable quelques semaines plus tôt à la quasi-totalité des patrons : les contraindre à payer deux semaines de congés, c'est-à-dire du temps libéré de l'exploitation capitaliste. Du temps qui peut être socialisé, puisque la durée permet de construire des activités plus élaborées.

Cette conquête intervient, de plus, dans une phase de syndicalisation massive. Les cotisations donnent aux organisations syndicales une capacité jamais égalée. Il est envisageable d'acheter des locaux et des terrains pour y développer des activités culturelles régulières. Les colonies de vacances vont ainsi pouvoir s'organiser.

La CGT anime l'association Tourisme-Vacances et participe donc, avec des associations pédagogiques, à la création des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Cemea), qui vont fournir des animateurs formés. Mais les projets interfèrent avec une dérive institutionnelle accentuée par le gouvernement de la gauche et le basculement de nombreuses mairies

dans les mains de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO, parti socialiste) et du Parti communiste français (PCF). Pour ce qui est du tourisme, le gouvernement a pu négocier des billets annuels de congés payés réduits de 30 % avec les compagnies de chemin de fer. En 1938, plus de 900 000 salariés vont en profiter.

C'est également le cas pour les activités sportives. Le sous-secrétariat d'État à la Santé publique, dirigé par Léo Lagrange, impulse une politique de construction de stades municipaux. Ces derniers sont encore rares à l'époque et le sport subit la domination quasi totale de la bourgeoisie. C'est une activité présentée comme un spectacle, dont sont exclus les travailleurs. Les prolétaires ne vont pas profiter de ces nouveaux stades, puisque le gouvernement de gauche va remettre en cause la législation sur le temps de travail dès 1938. Mais les deux années ont permis de donner un élan à la FSGT.

Les élus offrent des moyens au mouvement ouvrier pour s'organiser. Dans l'immédiat, les institutions ne sont pas en capacité d'encadrer cette politique. Elle laisse donc une large autonomie aux organisations prolétariennes.

Il faut également relativiser la supposée transformation des « loisirs », car la majorité des vacanciers vont surtout se détendre à proximité des villes ou à la campagne, auprès de leur famille.

La rupture n'est donc pas si totale avec les pratiques culturelles antérieures que nous avons déjà décrites. Mais les congés payés permettent de libérer plus de temps, du temps rémunéré. Ils donnent ainsi un élan indéniable aux pratiques précédentes.

L'un des exemples les plus parlants est sans doute celui du Parc des travailleurs métallurgistes de Baillet-en-France, dans le Val-d'Oise, inauguré par plus de 100 000 personnes, le 27 juin 1937. Sur 71 hectares, il offre des restaurants, un hôtel, un camping, un terrain de sport, un théâtre ouvert, une piscine et même un étang de pêche. À proximité de Paris, les enfants des travailleurs de la métallurgie y sont accueillis les jeudis et pendant les vacances⁵.

Dans l'immédiat, le véritable changement en faveur de l'émancipation culturelle provient surtout de la loi votée le 21 juin 1936 qui permet de libérer deux jours d'affilée et, donc, d'accéder, chaque semaine, à une activité culturelle plus étendue et plus élaborée. Les principaux bénéficiaires de cet acquis vont être les jeunes, qui disposent d'une plus grande capacité de déplacement.

LES AUBERGES DE JEUNESSE

Le mouvement des auberges de jeunesse se développe dans l'Europe de l'entre-deux-guerres. Il se veut porteur d'une démarche de redécouverte de la nature pour de jeunes urbains. Il prône également des espaces de vie collective. Il sera principalement impulsé par la gauche chrétienne à partir de 1929, puis par les autres courants politiques.

5. Pour les autres exemples, se référer à l'ouvrage indispensable de Marius Bertou et Jean Michel Letierrier, *L'Aventure culturelle de la CGT*, VO Editions, 1996.

Ainsi, les Auberges de jeunesse du monde nouveau sont constituées en novembre 1934, à l'initiative de Jean Giono, qui en assure la présidence. Cette association antimilitariste se différencie des autres par sa politique de soutien au tourisme prolétarien. Elle dispose de moins de moyens que les autres mouvements, mais elle passe des accords pour disposer de leurs infrastructures.

Même si ce mouvement est minoritaire, il va servir de base à l'intervention d'un courant orienté vers l'éducation des travailleurs avec une nette orientation anticapitaliste, et il dispose tout de même d'une dizaine d'auberges.

À côté de cette association rayonne, depuis 1933, le Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ), soutenu par le Syndicat national des instituteurs (SNI), la Ligue de l'enseignement, la CGT, l'Union des villes et des communes de France et la Fédération nationale des municipalités socialistes. Il dispose de 195 auberges mais en compte bientôt 637, grâce aux subventions de Léo Lagrange. Son secrétaire adjoint n'est autre que le syndicaliste révolutionnaire Daniel Guérin.

Dans les villes, une centaine de clubs d'usagers servent de lieux où s'organisent les sorties, les activités de randonnée, de cyclisme, de canoé, mais aussi d'espaces de débats et de rencontres entre filles et garçons. En dehors des sorties dans les campagnes, d'autres activités culturelles sont organisées comme du chant, du théâtre et du cinéma.

En mars 1938, l'Union des clubs d'usagers du CLAJ de la région parisienne est dissoute et c'est le début de longs conflits

entre deux conceptions des auberges de jeunesse. Le courant institutionnel, prédominant dans le conseil d'administration, est animé par les élus de la gauche. Il soutient une vision de services publics. Face à eux, les associations d'usagers, principalement animées par les courants révolutionnaires de la CGT (syndicalistes révolutionnaires, libertaires, trotskistes, etc.), veulent donner la priorité à l'auto-organisation des jeunes. Ces désaccords seront à l'origine d'une division organique durable et de scissions à répétition.

Cette sociabilité va servir de base à l'organisation d'un courant de résistance révolutionnaire dans les années 1940-1944. On retrouve à l'initiative de plusieurs réseaux de la Résistance ceux qui animaient les auberges de jeunesse. Ils donneront d'ailleurs naissance à plusieurs maquis, dont ceux animés par les syndicalistes révolutionnaires en Savoie⁶.

UNE SOCIABILITÉ OUVRIÈRE QUOTIDIENNE

La poussée ouvrière des années 1930 donne une impulsion générale à toutes les activités. La Fédération du théâtre ouvrier de France, soutenue par la Fédération du spectacle de la CGTU, coordonne des activités locales déjà anciennes. Elle prend le relais de nombreuses initiatives, dont celles de Romain Rolland et du groupe d'acteurs Octobre (Jacques Prévet, Mouloudji, Maurice Baquet), créé dans les locaux de la CGTU.

6. Yvan Craipeau, *Contre vents et marées. Les révolutionnaires pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Savelli, 1977.

La radio (TSF) apparaît dans de plus en plus de foyers et est souvent écoutée en groupe le soir. En 1935, est créée Radio Liberté une coopérative de TSF, très proche de la CGTU.

Mais c'est surtout dans le domaine du cinéma que l'offensive ouvrière est la plus visible. Dès 1913, *La Vie ouvrière* souligne dans ses pages l'enjeu de sociabilité du cinéma. Des bourses du travail et des coopératives développent alors des programmes. L'expérience la plus riche est celle du cinéma de la Bellevilloise, mais aussi celle du Club des amis de Spartacus, qui compte 150 000 membres à Paris. La coopérative Ciné Liberté va rapidement se mettre au service du mouvement syndical et produire avec lui des films, dont les plus connus sont *La Marseillaise*, *Sur les routes d'acier*, *Les Bâisseurs*, *Les Métallos...*

Comme nous l'avons vu, la FSGT, unifiée en 1934, connaît un développement rapide. Le nombre de clubs et d'adhérents double en un an.

Nous avons montré que la lecture est loin d'être une pratique solitaire et individualiste. Tout d'abord parce qu'elle fournit le matériel nécessaire aux discussions constructives et offre ainsi la confiance et la matière rendant possibles le débat et la mutualisation des savoirs. Mais les syndicalistes ont conscience, dès les débuts, de l'importance des journaux, tracts et autres livres pour occuper l'espace, dans les locaux, les foyers, les bars et la rue. Dans cette perspective, les écrits ont pour objectif de circuler. Ainsi, le format de *La Vie ouvrière* est clairement choisi en 1909 pour faciliter son transport et sa lecture en extérieur. Il n'est donc pas étonnant que les organisations syndicales, de la section à la

confédération, fixent comme priorité la publication d'un journal. Les bourses du travail vont également fournir un effort intense à travers leurs publications, centres de documentation et bibliothèques.

En 1936, la libération du temps permet aussi d'accentuer le travail d'éducation. La CGT lance des centres d'éducation ouvrière dans toute la France, organisés autour d'un centre confédéral. La confédération obtient le soutien de nombreux intellectuel, dont Jean Guéhenno.

Malgré ses incohérences stratégiques et sa division interne, le mouvement ouvrier a réussi à se doter d'une véritable contre-société. Elle permet la socialisation quotidienne d'une partie importante de la classe ouvrière. Désormais, deux mondes sont clairement et durablement face à face. Ils s'affrontent dans une guerre de positions, chaque classe disposant de puissants bastions. La Seconde Guerre mondiale déstabilise les rapports de forces et permet une redistribution des cartes. La situation semble favorable au prolétariat. La réalité est pourtant plus complexe.

JEUNESSES SYNDICALISTES DE REIMS

**Soirée Récréative et Educative
CONTRE LA GUERRE**

Orchestre - Causerie - Chants - Théâtre

SAMEDI 6 JUIN, 21 heures
BOURSE DU TRAVAIL 1932

Carte d'entrée : 2 francs

N° 4 - 1^{re} Année
Mensuel - Le N° 6 B, 50
AOÛT 1932

ADMINISTRATEUR
GÉNÉRAL
FRANÇOIS GRÉNIÉ

REDACTEUR
GÉNÉRAL
BOURNEVILLE

Secrétaire de Travail
SYNDICA

Jurat - Secrétaire
Financier

Bulletin de la Bourse du Travail

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
15, Boulevard de la Paix, REIMS - Téléph. 807

Abonnement : 2 Fr. au 2 francs

Les articles sont réservés de droit par leurs auteurs

Le Bureau, la Union
syndicale, fait des
annonces diverses et gratuites,
l'abonnement fait des
annonces.

Alphonse MESSIS

Bourse du Travail de Reims

FÊTE du TRAVAIL

organisée par la Bourse du Travail de Reims et les organisations ouvrières

Sortie dans les Bois de Germaine le 26 Août 1932

PROGRAMME

Départ de REIMS entre 8 heures et à h. 30 - Arrivée à GERMAINE

Formation du Cortège et Défilé en musique

LE MATIN Casse-croûte - Courses de 50 mètres pour les enfants de 6 à 10 ans
Courses de 50 mètres pour les enfants de 11 à 13 ans
Courses de 100 mètres vétérans
Courses de la Cravate garçons et filles

de 12 à 13 heures : **DÉJEUNER**

APRÈS-MIDI 14 heures : Jeux de sauteurs pour jeunes filles
Jeux de muscardon (garçons et filles)
de 15 à 16 h. **CONCERT** par les membres du Club du Travail et les chanteurs-défilés
à l'avenue par les organisations ouvrières qui participent à la Fête.

Causerie de 15 minutes par le Secrétaire général de la Bourse du Travail de Reims
à partir de 16 heures : **W.A.L.** - Départ du bois en musique - Rentrée à Reims vers 20 heures

Une modeste invitation est lancée à tous les amis des Travailleurs.
Les Groupements et les organisations qui désirent participer à la Fête sont priés de donner leurs adhésions avant le 6 août.
Les adhésions individuelles sont envoyées à la Bourse du Travail et chez les militants ouvriers.
Veuillez, s'il est possible, participer à la Fête à 8 fr. 50.
Les Causeries et les Organisations qui pourraient fournir des prix pour les courses et jeux sont priés de les adresser au secrétariat de la Bourse.

CHAPITRE QUATRE

Contre-société ou intégration au système ?

La Libération est marquée, en France, par une situation très particulière. Le poids de la résistance ouvrière est déterminant dans le nouveau rapport de forces qui s'établit en 1944. La CGT dispose d'un nombre jamais égalé d'adhérents qui lui offre une capacité financière impressionnante, utilisée, entre autres, pour développer les services d'entraide. Les partis politiques liés au mouvement ouvrier disposent, eux aussi, de moyens institutionnels déterminants.

Cette puissance d'intervention des collectivités publiques, soutenue moralement par le programme de la Résistance, offre des politiques culturelles à très nette dimension sociale. Mais cette utilisation des institutions est symptomatique d'une contradiction.

Le mouvement ouvrier veut-il créer une contre-société ou intervenir dans les institutions pour les réformer et les mettre au service du prolétariat ?

Chez les courants réformistes, il n'y a pas véritablement contradiction, puisque cette articulation se trouve au cœur de leur projet historique... et de leurs échecs. Les choses sont plus compliquées pour le PCF. Et cette contradiction ne va cesser de se renforcer au fil des années. Survivants d'une guerre mondiale et d'une guerre civile, les militants sont parmi les premiers à profiter pleinement d'une nouvelle situation où ils n'ont jamais disposé d'une telle influence. Ils peuvent aussi bénéficier de l'amélioration rapide du niveau de vie du prolétariat qualifié. Le parti justifie, quant à lui, une carrière militante qui offre, à chaque échelon, de nouveaux avantages matériels, relatifs mais réels. Cette réalité n'est pas propre au PCF et traverse toutes les organisations du mouvement ouvrier.

Cette contradiction, vécue au quotidien dans la CGT, n'apparaît pas fondamentale dans l'immédiat. La dérive institutionnelle offre des moyens matériels qui profitent aux militants mais aussi à la sociabilité de la classe. Ces intérêts individuels rendent ensuite difficiles une remise en cause et une autocritique. Il faudra donc attendre que la contradiction se transforme en crise, souvent après quelques décennies, pour que la réaction devienne indispensable. Gérée dans l'urgence des conflits et des tensions internes, cette réaction donne rarement l'occasion d'une réflexion stratégique. Pour appréhender l'intensité de cette crise, il faut d'abord se rappeler la force de la contre-société ouvrière

dans l'après-guerre. Cette sociabilité est tellement étendue que nous nous contenterons ici de quelques exemples qui illustrent sa puissance et cette fameuse contradiction. Ces deux exemples concernent volontairement la jeunesse, c'est-à-dire l'avenir.

LA PRESSE POUR ENFANTS

Les Comités syndicalistes révolutionnaires ont déjà publié une large étude sur la bande dessinée « sociale ». Nous rappellerons donc ici seulement quelques éléments. Les réseaux de la Résistance participent au lancement de plusieurs éditions destinées à la jeunesse qui donneront naissance à des dizaines de titres de petits formats largement diffusés dans les kiosques et marchands de journaux, et ce, jusqu'aux années 1990.

Le format ne s'explique pas seulement pour des raisons d'économie de production. Cette forme permet une lecture en tout lieu. Elle est également plus facile à cacher, aspect essentiel puisque ces productions sont interdites dans les internats et les établissements scolaires. Cette littérature populaire est encore rejetée par les intellectuels, mais les histoires, très imprégnées d'antiracisme, d'égalitarisme social et même de féminisme, auront un impact certainement bien plus important que tous les cours d'enseignement civique.

Les réseaux de la CGT relancent, eux aussi, directement le projet d'un journal à destination des jeunes, dans le prolongement des *Petits Bonhommes*, pour affronter les titres de la presse catholique déjà très diffusés : *Fripounet*, *Bernadette*, etc.

Vaillant voit le jour en 1945. On y retrouve *Pif le chien*, déjà apparu dans *L'Humanité*, puis ce sera le tour de *Pif gadget*. Les ventes oscilleront alors entre 600 000 et un million d'exemplaires chaque semaine. Les histoires de Pif, Rahan et autres Masquerouge, tout comme les premières œuvres d'Hugo Pratt, diffusent un discours résolument antiraciste, social, fraternel et contestataire.

En 2019, cette presse pour enfants continue de rayonner dans le cœur de ceux qui l'ont lue. Plusieurs ouvrages et de nombreux sites Internet développent cette nostalgie de *Pif* chez les plus de 40 ans. Deux titres historiques des petits formats (*Capitaine Swing* et *Akim*) sont toujours publiés et diffusés en kiosque, reprenant de vieux épisodes. Mais cette nostalgie devrait faire réaliser aux militants qu'ils n'ont pas su maintenir ces outils et qu'ils ont laissé l'éducation de leurs enfants à des éditeurs de bandes dessinées nettement moins acquis à nos valeurs.

L'exemple des maisons des jeunes et de la culture (MJC) souligne la même contradiction entre contre-société et marchandisation. Mais la marchandisation apparaît ici à travers l'action des institutions qui déposèdent les travailleurs de leur gestion collective.

LES MAISONS DES JEUNES ET DE LA CULTURE

La création de ces associations doit être comprise dans leur contexte. Avant les années 1960, la jeunesse ne dispose pas d'une culture spécifique revendiquée comme telle. La démarcation de

classe est nette. Elle l'est également entre filles et garçons, séparés au sein des institutions scolaires. De plus, l'adolescence est vite interrompue dans le prolétariat par l'accès au travail et par le service militaire. Les jeunes ouvriers disposent de temps libre supplémentaire uniquement dans la période où ils demeurent célibataires. Il faut donc attendre 1959 avec la scolarisation obligatoire jusqu'à 16 ans pour créer une situation favorable à l'émergence d'une plus nette séparation entre les adultes et les jeunes. C'est justement le moment où la culture rock vient poser de nouveaux repères sociaux.

Cette autonomisation vient déstabiliser les institutions mais aussi toutes les forces politiques. Le développement des MJC intervient dans ce contexte.

Les MJC sont un produit de la Résistance. Son initiateur, André Philippe, dirigeant contestataire de la SFIO, a pour projet de regrouper les foyers, cercles et maisons des jeunes déjà existants et de leur donner une impulsion fédérale. Il compare en 1945 son projet à celui des bourses du travail : « Le syndicalisme français a connu son premier essor lorsque, à la fin du XIX^e siècle, Fernand Pelloutier entreprit de réunir dans chaque ville les syndicats de divers métiers dans une même bourse du travail. Ce sont les bourses de la jeunesse qu'il nous faut multiplier et nous aurons ainsi des institutions qui, dans le respect des diversités nécessaires, donneront aux jeunes l'expérience de la coopération et le sentiment de responsabilités prises en commun » (« Renaissance et jeunesse française », *La Maison des jeunes*, n° 1, juillet 1945).

Dans l'esprit de leurs fondateurs, il ne s'agit pas de créer un mouvement comparable aux associations affinitaires (religieuses ou philosophiques) mais bien une institution unitaire sous la tutelle de l'Éducation nationale. Cependant, l'esprit autogestionnaire y est clairement affiché. En 1947, la Fédération française des MJC reçoit une subvention annuelle qui lui permet principalement de financer un directeur-animateur dans chaque maison. Un salarié dont le rôle va consister à accompagner les projets des usagers-gestionnaires.

Les MJC trouvèrent immédiatement des forces politiques très critiques en face d'elles. Les laïcs, hostiles à la présence des organisations d'obédience religieuse, furent rejoints dans leurs critiques par de nombreux libertaires, des militants socialistes révolutionnaires et des auberges de jeunesse. Ils reprochaient aux MJC leur encadrement par un adulte et la tutelle de l'État. Les Jeunesses communistes et la CGT, tout en siégeant au conseil d'administration national et disposant d'un siège dans chaque maison, s'inquiétaient, quant à elles, du danger de dépolitisation des activités proposées et de repli sur des enjeux localistes.

Ces forces durent se repositionner avec l'arrivée du rock et son affirmation d'une autonomie culturelle de la jeunesse. Car les MJC offraient justement aux rockeurs des lieux où se regrouper et s'organiser.

Le courant majoritaire de la CGT va être incapable de proposer une tactique claire en ce qui concerne l'investissement dans les MJC. Cette absence de cohérence est d'autant plus incroyable que la CGT est l'organisation largement majoritaire

chez les directeurs-animateurs et qu'un tiers d'entre eux sont adhérents au PCF. Certaines municipalités communistes s'appuient pleinement sur les MJC dans la durée. D'autres s'emparent de cet outil suite à une victoire électorale qui oblige à agir dans l'urgence. Mais les résistances demeurent, issues de la politique instable du PCF, qui consiste à maintenir une contre-société prolétarienne orientée désormais vers les institutions. Aux MJC autonomes, les municipalités du PCF préfèrent créer des services municipaux de la jeunesse ou des foyers municipaux. Cette politique d'encadrement institutionnel est de plus en plus en décalage avec l'aspiration de la jeunesse.

Le rapport de Charles Fiterman présenté au Comité central du PCF de novembre 1979 est l'occasion de constater le fossé qui se creuse entre les jeunes et le parti. Et de noter que ce phénomène est surtout vrai dans les LEP. Deux mois plus tard, *L'Élu d'aujourd'hui*, la revue des élus municipaux du PCF, appelle pourtant les municipalités à abandonner la FFMJC.

Pourquoi abandonner une tactique qui échoue ? La CGT perd ainsi l'occasion de se mettre au service de la jeunesse prolétarienne pour transformer les MJC en contre-pouvoir local. Des colonies de vacances, des centres aérés et jusqu'aux concerts punks, nous sommes pourtant des centaines de milliers à avoir vécu des moments de sociabilité intenses dans ces lieux semi-autogérés qu'étaient les MJC. Le potentiel était bien réel mais certainement trop concret pour bien des militants bercés par les sirènes des institutions ou des positionnement radicaux déconnectés de la vie de la classe.



Concert du groupe punk Bye Bye Turbin
à la MJC d'Hérouville-Saint-Clair, en 1978.

CHAPITRE CINQ

Guerre de positions : la bourgeoisie remporte la guerre culturelle

À la Libération, l'offensive du mouvement ouvrier est rendue possible pour deux raisons. Le syndicalisme, tout comme le principal parti « anticapitaliste » (le PCF), restent profondément influencés par le syndicalisme à bases multiples. La sociabilité ouvrière demeure une réalité vécue dès le plus jeune âge par la majorité du prolétariat. Les militants profitent d'un contexte favorable pour enfoncer les lignes adverses et implanter de puissantes organisations d'entraide ouvrière. Mais cette victoire est rendue possible grâce à des acquis stratégiques. Les organisations disposent à la fois d'une stratégie mais aussi d'un savoir-faire vieux de plus d'un siècle.

La seconde raison tient au contexte favorable. La bourgeoisie et sa culture sont discréditées. En outre, la classe ouvrière et les

autres secteurs du prolétariat vivent dans une situation de pénurie (logements insalubres, restrictions alimentaires). L'entraide est donc un besoin social, mais aussi, et surtout, une nécessité de survie quotidienne.

Le mouvement ouvrier peut donc mener, dès 1944, une guerre de mouvement et profiter du terrain libéré de la domination capitaliste pour y construire de puissants bastions, une contre-société imposante et étendue à de nombreuses activités.

C'est donc dans un tout autre contexte que la bourgeoisie va mener la contre-offensive dans les années qui vont suivre. Elle adopte une stratégie totalement différente de celle de son adversaire, celle de la guerre de positions. Et, pour cela, elle va utiliser les contradictions existantes dans les organisations ouvrières, contradictions que nous avons déjà pu analyser.

Elle va s'engouffrer dans la principale faille, celle de l'individualisme et sa déclinaison militante, le carriérisme. La social-démocratie et le léninisme ont choisi de valoriser les tribuns et autres militants professionnels ou permanents. La tactique de l'adversaire va donc consister à favoriser l'intégration des dirigeants gagnés par l'opportunisme et de leur proposer des signes ostentatoires de « réussite sociale » (biens de consommation, loisirs bourgeois, tourisme marchand...). Le confort et la consommation se proposant de prendre peu à peu la place de la vie sociale et de la perspective du socialisme.

Cette stratégie de l'adversaire rencontre l'assentiment des bureaucraties. La référence abstraite au « socialisme » devient de plus en plus une caution pour des pratiques militantes gagnées

par l'individualisme et le consumérisme. L'investissement dans les institutions (collectivités territoriales, instances de représentation dans les entreprises et les services publics, organismes paritaires...) se professionnalise et s'intensifie au détriment du développement d'une contre-société prolétarienne.

Il est ensuite facile à la bourgeoisie de proposer à ses adversaires une sécurisation de leur vie confortable et routinière. C'est la social-démocratie qui va œuvrer dans ce sens. Son accession au pouvoir en 1981 lui donnera les moyens d'intégrer définitivement la direction du mouvement ouvrier, à tous les niveaux et même dans ses secteurs les plus contestataires et dissidents. Tous les courants de la gauche et du syndicalisme vont suivre avec le même opportunisme.

Cette intégration de la bureaucratie militante s'inscrit dans une offensive bien plus large. Cette dernière a pris la forme de ce qui est couramment appelée la société de consommation. Inspirée du modèle existentiel nord-américain (*l'american way of life*), elle consiste à proposer aux individus une vie privée familiale axée sur les besoins et les plaisirs primaires : alimentation variée et renouvelée, confort matériel et sanitaire, spectacles. Elle s'accompagne d'une conception de la liberté réduite à l'accumulation de biens matériels et de services marchands massifiés. Cette uniformisation du mode de vie s'accompagne d'un discours sur la liberté individuelle : l'accès à tel ou tel produit étant présenté comme un choix personnel inscrit dans une pseudo-expression de sa personnalité. La sociabilité est, quant à elle, remplacée par le communautarisme. On côtoie et on partage

son temps collectif avec des personnes qui nous ressemblent et qui assurent ainsi la défense collective des intérêts communautaires acquis.

Ce modèle culturel antisocial rencontre un succès retentissant. Il faut attendre la fin des années 1960 pour que la jeunesse exprime une critique de cette société de consommation. Il n'est alors pas étonnant que cette critique émerge en premier lieu aux États-Unis, c'est-à-dire dans son centre de gravité historique. Et c'est donc un philosophe nord-américain qui va disséquer cette société pour mieux en proposer une critique frontale.

SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION ET SOCIÉTÉ DU SPECTACLE : UNE STRATÉGIE NOUVELLE ?

Les travaux d'Herbert Marcuse ont connu un succès retentissant en Occident à partir de 1968, pour connaître ensuite un oubli pour le moins étonnant. Il est d'ailleurs instructif de remarquer que son ouvrage central, *L'Homme unidimensionnel*, massivement lu en France en 1968, soit devenu, depuis le milieu des années 1970, un texte très peu vendu. Avant d'expliquer cette contradiction, il est indispensable de revenir aux lignes directrices de la pensée de ce philosophe.

Marcuse est le chef de file d'un courant intellectuel que l'on appelle parfois le « freudo-marxisme ». Il se penche, dans le cadre de l'analyse des classes, sur la psychologie des individus et de ses liens avec les structures de la société. Certains de ses concepts sont passés dans le langage courant de la gauche, et en premier

lieu celui de « société de consommation ». Pour autant, son sens n'est pas toujours bien compris, et encore moins analysé.

Marcuse pose une question simple et importante : pourquoi et comment les prolétaires, qui ont matériellement intérêt, plus que tout autre groupe social, à voir le capitalisme disparaître, ne sont-ils pas plus massivement et spontanément anticapitalistes ? Marcuse constate un fait bien connu : certains prolétaires restent neutres, alors que beaucoup adhèrent même aux valeurs du capitalisme.

Il répond à cette question en faisant intervenir la culture. Selon lui, en effet, la culture est relativement autonome du reste de la société. Dans la société, l'individu subit les contraintes des forces de répression capitalistes. Mais cela ne l'empêche pas d'être en capacité de produire une culture dans laquelle il est libre d'avoir d'autres valeurs et d'autres aspirations que celles que lui impose le système dans lequel il vit et il produit.

C'est cette confrontation entre culture et société qui est présentée comme importante par Marcuse. L'écart entre les aspirations de l'individu et la civilisation capitaliste produit une frustration qui le pousserait à l'action politique. Si les prolétaires produisent entre eux une culture socialiste autonome, en s'auto-organisant et en s'auto-éduquant, ils mettent en place des aspirations qui vont entrer en conflit avec la société capitaliste. Des aspirations qui les poussent à la combattre.

C'est pour ces raisons qu'il est très dangereux pour la bourgeoisie de laisser exister une culture ouvrière autonome et la sociabilité qui en est le cadre. C'est précisément dans ce cadre que

le combat révolutionnaire peut se mettre en place. À partir de ce constat, Marcuse émet des propositions politiques qui nous paraissent erronées. Si ses analyses en tant que chercheur sont des outils pertinents, Marcuse était aussi un militant qui, dans le prolongement de ses analyses, avait des positions politiques qui ne sont pas les nôtres.

Partant d'une description du prolétariat nord-américain, largement intégré aux pratiques culturelles de la bourgeoisie, il établit un dogme selon lequel les travailleurs se laisseraient endoctriner par la bourgeoisie, ce qui neutraliserait leur potentiel révolutionnaire. De là, il a choisi de chercher dans la société les autres groupes qui pourraient se révolter et devenir le sujet révolutionnaire. Cette analyse apparaît dans son fameux ouvrage *Eros et civilisation*.

Puisque l'individu est culturellement libre quelle que soit sa condition sociale objective, n'importe qui, quelle que soit sa position dans la société, peut adhérer à une culture anticapitaliste et devenir un sujet révolté qui pourrait amener le changement social. Le philosophe n'adopte donc pas la ligne matérialiste du socialisme. Il pense que différentes formes de contestation, par exemple le mouvement universitaire des années 1960 qu'il a radicalement influencé, pourraient constituer ces nouvelles bastions révolutionnaires.

Cette position a été digérée par différents courants de la gauche radicale. Il est désormais fréquent qu'on nous explique que les prolétaires ne peuvent se constituer en tant que classe révolutionnaire, que ce statut va de droit aux individus de toutes

extractions du moment qu'ils sont acquis à une idéologie anti-capitaliste, que l'analyse de classe a montré son inexactitude puisque les prolétaires n'ont pas, pour le moment, fait la révolution et qu'ils sont d'ailleurs aliénés, soumis au joug patronal... Cette conception politique s'est largement répandue dans de nombreux courants anticapitalistes. Au point que le statut d'entrepreneur est même devenu une identité valorisée !

Nous ne suivons pas Marcuse et la gauche sur ce terrain. Nous pensons, au contraire, que le prolétariat est effectivement la seule classe sociale capable de construire le socialisme. Cette classe est au centre du processus de production des biens et des services et peut donc mener une réorganisation sociale de type révolutionnaire. Mais c'est surtout la seule classe dont les intérêts sont en contradiction avec ceux du capitalisme. Le fait qu'il soit dominé et donc endoctriné par la bourgeoisie n'est pas une fatalité. Ce fait pose, en revanche, la question de son autonomie politique et, donc, culturelle.

La thèse de Marcuse va être contredite par l'existence même du philosophe. Comme nous l'avons dit, son influence va rapidement périlcliter dans les années 1970. Les vagues de mobilisations ouvrières qui suivent 1968 entrent en contradiction avec ses analyses. Les luttes prolétariennes ne se limitent pas à revendiquer des augmentations de salaire, elles posent la question du pouvoir dans tous les espaces de la société, notamment ceux de la culture.

En tant que membre de la bourgeoisie, Marcuse éprouve beaucoup de difficultés à constater une évidence : la classe la

plus embourgeoisée est bel et bien la bourgeoisie ! Quand des secteurs de la bourgeoisie contestent, ils ont bien du mal à inscrire cette dynamique dans la durée et à lui donner un contenu matériel. Mais, surtout, ces fractions de la bourgeoisie n'arrivent pas à rompre avec leurs privilèges de classe et se présentent constamment comme l'avant-garde devant diriger le prolétariat. Les espoirs que Marcuse portait sur les étudiants apparaissent, avec le recul historique, comme une vaste rigolade. La petite bourgeoisie intellectuelle, massivement investie dans les organisations gauchistes du tournant des années 1960-1970, a su négocier, dès le milieu des années 1970, un compromis politique avec la grande bourgeoisie. Cette dernière a accepté des libertés culturelles et a offert aux contestataires une réforme du mode d'encadrement capitaliste. Le mode de gestion toyotiste et néolibéral n'a pu s'imposer que grâce à ce nouvel encadrement capitaliste formé dans la gestion des luttes lycéennes, étudiantes et sociétales.

Les autoproclamées avant-gardes de la classe ouvrière n'auront pas eu besoin de s'établir bien longtemps dans les usines. Si côtoyer la sociabilité ouvrière a été une expérience exotique sincère pour certains, cela a surtout servi à mettre la pression sur la classe dirigeante pour négocier le compromis toyotiste des années 1970-1980. La grande majorité des gauchistes profitent de l'élan de l'union de la gauche pour renouer avec une nouvelle société de la consommation. Cette dernière est relookée grâce à la libéralisation des mœurs et l'institutionnalisation des cultures alternatives. Il n'est plus alors possible pour la gauche, radicale

ou modérée, de se revendiquer de Marcuse, dont les ouvrages finissent dans les greniers. Il est difficile d'assumer son aliénation au capitalisme !

Antonio Gramsci prend désormais le relais, car moins dérangeant. Les écrits du dirigeant communiste italien vont être présentés sous un angle social-démocrate. L'importance du combat culturel est coupée de sa dimension sociale. L'hégémonie culturelle est présentée exclusivement comme une dynamique intellectuelle menée dans la presse, la littérature, les arts, mais rarement dans les bourses du travail ou dans les MJC ! Le militantisme de masse et de classe n'a plus aucune légitimité et laisse la place à la bourgeoisie intellectuelle et à ses débats de salon.

Le communautarisme culturel, partie intégrante de l'*american way of life*, permet de justifier cette désocialisation. Il suffit juste de le teinter d'une coloration de gauche, faite d'une littérature critique, d'une cinémathèque alternative, d'une « musique française engagée », de looks vestimentaires et de tatouages transgressifs... Ces nouveaux alliés de la classe dirigeante vont se faire un devoir de liquider tout ce qui peut ressembler à un semblant d'autonomie culturelle ouvrière. Ils vont pouvoir bénéficier des moyens offerts par les institutions (municipalités, conseils généraux et régionaux, ministères) mais aussi des puissants groupes de loisirs marchands et de produits de consommation.

Il peut apparaître outrancier de mettre les appareils de la gauche sur le même niveau de responsabilité que la grande bourgeoisie. Nous pourrions être plus consensuels et axer nos critiques sur le grand capital. Mais il resterait alors à expliquer

comment la situation a pu se retourner aussi rapidement entre 1968 et le milieu des années 1970, et ce, à travers la quasi-totalité des pays occidentaux. Il faut bien analyser les responsabilités d'une telle débâcle et ne pas se limiter à François Mitterrand, à ses ministres sociaux-démocrates et à quelques intellectuels issus de l'extrême gauche.

Si le mouvement ouvrier a été submergé par une vague d'embourgeoisement culturel, c'est que le ver était déjà dans le fruit. Si nos bastions ont été démantelés avec une telle facilité, c'est qu'il y avait des failles importantes et nombreuses. C'est aussi que des courants politiques agissaient déjà pour liquider l'autonomie prolétarienne aux bénéfices de tout un personnel militant. La guerre de positions était en œuvre depuis des décennies et notre classe disposait de puissants bastions. Si la plupart de ces bastions se sont effondrés en si peu de temps, c'est bel et bien parce qu'ils étaient sabotés de l'intérieur.

Notre analyse est alimentée par des faits objectifs qui contredisent la prétendue toute-puissance de l'adversaire. Des faits sont pour le moins déroutants. Le premier est de constater que l'intégration se produit quelques années seulement après un mouvement de contestation radicale de la société de consommation. On fantasme sur le développement du gauchisme après 1968, mais, dès le début des années 1970, ce sont bien les partis réformistes (PCF et PS) qui profitent de la grande vague des nouvelles adhésions et même de transfuges, dont Jean-Luc Mélenchon n'est qu'un symbole. La seconde interrogation tient au fait que les milieux idéologiquement les plus contestataires

se retrouvent subitement aux commandes de ce qu'ils avaient tant combattu.

Ce phénomène est à mettre en relation avec un fait rarement souligné. Dans l'après-guerre, la société de consommation n'a rien de bien nouveau. Il nous suffit de relire *Au bonheur des dames*, d'Émile Zola, pour se souvenir que l'offensive culturelle de la bourgeoisie date au moins d'un bon siècle. De récentes études historiques viennent même accentuer cette prise de conscience. Frank Trentmann a publié une recherche historique de référence sur l'apparition d'une société de la consommation à la fin du xv^e siècle. Elle s'explique par la croissance du commerce international et le développement d'une nouvelle bourgeoisie¹.

Mais ce phénomène ne se limite pas à la nouvelle élite. Dans son ouvrage *La Fabrique du Paris révolutionnaire*, l'historien australien David Garrioch étudie les transformations sociales qui vont permettre à cette ville de se retrouver au centre d'une révolution. À la lecture de son chapitre « La culture métropolitaine », on découvre une bourgeoisie qui produit des articles à la mode, luxueux pour les élites et dérivés pour les classes populaires. Ces articles sont produits en masse par de grandes manufactures exerçant souvent un quasi-monopole. Une véritable industrie de la publicité se met alors en place pour populariser auprès de toutes les classes sociales les nouveaux besoins de consommation.

1. Allen Lane, *Empire of Things: How We Became a World of Consumers, from the Fifteenth Century to the Twenty-First*, Penguin, 2016, 880 pages.

Une question centrale s'impose alors à nous : pourquoi le prolétariat militant de 1789, de 1830, de 1848 et de 1871 n'a pas adhéré à la société de consommation ? Parce que les produits culturels et manufacturés ne répondaient pas à ses choix esthétiques ? Parce que les produits de consommation actuels ont réussi à nous offrir le bonheur ? Pour construire une réponse, essayons d'analyser le champ de ruines culturel au milieu duquel nous évoluons depuis une quarantaine d'années.

DU SOCIAL AU COMMUNAUTAIRE

Depuis plus de deux cents ans, la bourgeoisie nous propose son mode d'existence. Ce mode de « vie » est urbain et individualiste, mais il est surtout basé sur la consommation, une consommation qui est non seulement déconnectée de la logique de production mais en conflit avec elle. Dans la culture bourgeoise, l'important est la représentation qui permet aux plus riches de briller. Il faut donc se mettre en spectacle par rapport à son environnement. On s'affirme à travers ce que l'on consomme et ce que l'on accumule dans une frénésie sans fin : équipements, vêtements, nourriture, musique et spectacles...

Cette démarche n'a de sens que si la bourgeoisie réussit à imposer ce système de valeurs et de pratiques culturelles aux autres classes, c'est-à-dire en les transformant en classes dominées qui acceptent leur domination en accédant partiellement à cette même culture. Pour y parvenir, la tactique de la bourgeoisie va consister à assimiler confort matériel et repli sur soi. Elle peut

donc proposer une amélioration des conditions de vie, en termes de confort et de santé, mais qui s'accompagne d'une dérive individualiste. Les produits proposés, sous la forme de marchandises ou de services, sont systématiquement orientés vers une dimension familiale, communautaire, mais surtout individuelle. La voiture, le logement, les loisirs, le tourisme sont vendus sous une forme individualisée et non pas collective.

Les opposants à ce modèle de vie axent leurs critiques sur sa dimension massifiée et consumériste. Ce qui les amène non seulement à accompagner la bourgeoisie dans sa dynamique individualiste mais aussi à l'accentuer. Ils oublient d'analyser ce qui constitue les fondations de cette société, les rapports entre les humains. Or, c'est justement la transformation profonde des rapports sociaux, ou, pour être plus précis, leur extinction, qui permet la société de consommation.

Et c'est d'ailleurs cette carence qui est la plus importante dans l'analyse de Marcuse. Il présente son modèle d'étude comme un fait nouveau. Ce que ses partisans vont appuyer et même totalement exagéré. Or, comme nous l'avons vu, la politique d'intégration du prolétariat au mode d'existence bourgeois n'est pas un phénomène nouveau. De tout temps, les classes dominantes ont cherché à se distinguer de leurs sujets, mais aussi à obtenir leur acceptation en leur proposant certains éléments de cette culture dominante.

Dès le développement du capitalisme, les classes dominées ont toujours été poussées à consommer. Si ce phénomène était réduit, c'était évidemment en raison de la faible productivité du

travail. Mais aussi parce que les classes populaires tenaient à leur autonomie culturelle.

Comme bien souvent dans la gauche, on a tendance à sur-évaluer les forces de la classe dominante pour justifier ses propres compromissions. On ne pourrait rien faire car l'ennemi serait trop fort... La question des relations sociales est évacuée pour la même raison. Mais, pour assurer une relative stabilité à cette civilisation, il faut lui donner un minimum de rapports humains. Le pilier de la civilisation bourgeoise repose ainsi sur le couple. En cela, il assure la continuité du féodalisme occidental.

La société de consommation repose donc sur le couple judéo-chrétien qui offre le cadre dans lequel l'accumulation de produits et de services devient possible : la maison individuelle ou le bel appartement, la voiture et les loisirs marchands, les réceptions entre amis, le tourisme institutionnalisé.

Après plusieurs décennies d'offensive antisociale, la famille apparaît comme le dernier espace de protection. C'est surtout vrai pour la structure la plus étroite, le couple. Le nombre de mariages donne une fausse évaluation de cette institution. Cette institution n'est pas en crise, comme pourrait le laisser à penser le nombre de cérémonies nuptiales réalisées chaque année. La consécration du couple s'est au contraire renforcée, en se transformant grâce à sa laïcisation, mais surtout en proposant des versions modernisées : le PACS et le concubinage militant. Pour s'en convaincre il suffit d'observer les nombreux couples en concubinage, forme souvent revendiquée comme un acte militant, mais qui n'ont rien à envier à la routine conformiste de la

vieille France catholique. La popularité du mariage est apparue dans son évidence lors des mobilisations contre le mariage pour tous, opposant deux camps philosophiquement opposés pour défendre cette institution. La violence de l'affrontement n'a pu se comprendre que parce qu'il était un enjeu central pour les deux camps.

Le couple devient donc le dernier refuge face à la dislocation du social. Il se retrouve ainsi au centre de tous les loisirs : tourisme en croisière romantique, décoration de la maison, entretien de son jardin familial, cuisine à domicile pour accueillir d'autres couples, etc. Dans tous ces domaines, c'est la fuite en avant, puisque les couples qui partagent notre communautarisme partagent les mêmes standards culturels. Pour exister collectivement, il faut donc accroître qualitativement et quantitativement ces standards.

Cette conception est intégrée jusqu'aux secteurs qui se présentent comme les plus contestataires. Les courants culturels revendiquant leur rupture avec le système (punks, ravers, rapeurs, métaleux, etc.) reproduisent de façon tout aussi caricaturale la vie familiale bourgeoise. De l'adolescence à la fin de ses 20 ans, on multiplie les expériences transgressives, tout en recherchant un partenaire avec qui fonder rapidement un petit nid douillet bien conformiste. Ensuite, des petites fêtes régulières avec des couples d'amis permettent de créer des cérémonies d'anciens combattants, où l'on commémore une radicalité passée et bien enterrée. Mais une radicalité qui justifie une routine qui ne serait que mieux méritée.

Le couple est pourtant une protection bien fragile lorsque l'on étudie cette institution. Les médias font tout leur possible pour présenter la vie publique comme une source de menaces et valoriser en conséquence le couple. Les incivilités, le sexisme, les violences et autres agressions sexuelles sont largement décrits lorsqu'ils interviennent dans la rue. Il faut pourtant se rappeler que la très grande majorité des violences, dont celles sur les enfants (et encore plus lorsqu'elles sont sexuelles), s'exercent dans le cadre familial.

Ce repli sur la famille alimente une atmosphère de paranoïa. Les enfants sont surprotégés par leurs parents, ce qui non seulement handicape leur capacité d'initiative, mais surtout rend difficile la construction de liens sociaux avec d'autres enfants.

Les nouveaux modes de vie redéfinissent les solidarités. Même si la France est moins affectée que d'autres pays, c'est la famille étroite (parents et fratrie) qui devient le refuge. Ce repli provoque un surinvestissement sur l'enfant et sa réussite individuelle. L'enjeu est désormais d'être de bons parents en donnant trois priorités à l'éducation : la confiance en soi, le sens des responsabilités et les valeurs morales, d'après une étude de l'agence BETC de septembre 2014. Mais cette fuite en avant offre une protection bien provisoire. Cette même étude note que le repli s'inscrit dans le cadre d'une très forte consanguinité. Or ce repli part de la conscience de la fragilité du couple. Rappelons que la moitié des mariages finissent en divorces et que la moitié de ceux qui se maintiennent le font essentiellement pour des questions matérielles assumées.

Cette stratégie de conservation du couple est d'ailleurs cohérente. À revenu égal, il apparaît que le niveau de vie des personnes conjointes est de 50 % supérieur à celui d'un célibataire. Le phénomène est encore plus marqué pour les mères célibataires. Les couples zombies sont donc le fruit de cette stratégie de conservation de la protection matérielle.

On se raccroche donc à un collectif de vie destiné à éclater ou à survivre dans un cadre principalement matériel.

L'inefficacité du bouclier familial apparaît à travers l'étude de la désocialisation en France. En 2014, la Fondation de France publie une étude sur la solitude. Le bilan est consternant. Cinq millions de personnes avouent « ne pas avoir de relations sociales au sein des cinq réseaux de "sociabilité" recensés (familial, professionnel, amical, de voisinage ou "affinitaire") ». Leur nombre a augmenté d'un million en quatre ans. L'étude précise que 27 % d'entre elles sont des personnes âgées de plus de 75 ans, principalement dans les grandes villes. Ce qui confirme l'impact de désocialisation produit par le développement des métropoles et autres agglomérations. Mais le plus inquiétant est le nombre grandissant des jeunes confrontés à ce drame. Les trentenaires ont doublé en quatre ans (7 % de cette génération). L'évolution est encore plus inquiétante si l'on constate qu'un tiers des personnes ne bénéficient que d'un seul réseau de « sociabilité ». Ce qui veut dire qu'elles sont exposées à basculer à tout moment, en cas de crise dans leur réseau exclusif.

Le couple explosera d'autant plus rapidement qu'il se sera replié sur lui-même, s'imposant une routine. La pression interne

montera proportionnellement à son incapacité à s'aérer et à s'épanouir dans une vie sociale. Comme nous l'avons dit, cette fuite en avant n'est possible que si elle s'inscrit dans un espace. Cet espace, c'est la sacro-sainte propriété, celle de son logement.

Les politiques menées ces dernières décennies en Occident sont clairement orientées vers l'accès à la propriété et à la spéculation immobilière. Cette orientation ne vise pas seulement à enchaîner les prolétaires à leurs crédits ou à des loyers exorbitants et à assurer aux bourgeois des revenus. L'enjeu politique central est tout autant d'imposer un mode d'existence fondé sur la niche familiale.

Mais, là aussi, rien de bien nouveau en termes de privatisation des espaces de vie. La politique d'urbanisme lancée par le baron Haussmann dans les années 1850 ne vise pas uniquement à fluidifier les transports, à faciliter la vie économique et à améliorer la situation sanitaire. Cette politique urbaine est utilisée pour imposer un véritable contrôle social sur la population, et en premier lieu la classe ouvrière. L'objectif est de transformer la rue pour la réduire à un lieu de circulation. La population ne doit plus y vivre et doit aller se terrer dans son logement.

En 1945, la question du logement est tellement catastrophique que la bourgeoisie est dans l'incapacité de prendre en main le dossier. Dans les années 1950, il devient, en revanche, une priorité. Il s'agit tout d'abord de produire des logements en masse, mais c'est l'occasion également de proposer un mode d'existence. La politique va s'inscrire dans la continuité de celle du patronat paternaliste du XIX^e siècle qui logeait ses salariés

pour les transformer en domestiques. Les objectifs sont toujours les mêmes : favoriser le repli sur la cellule familiale, l'accès à la propriété et, si possible, dans des lotissements.

Au fil des ans, les sacrifices salariaux consentis au prétexte de l'accès à la propriété justifient le repli sur le foyer. À la fin du boulot, on court s'y réfugier. La principale ouverture sur l'extérieur se réduit aux écrans plats qui envahissent chaque pièce (télévision, ordinateur, téléphone portable, vidéoprojecteur, etc.).

LÉGITIMER L'INTÉGRATION AU SYSTÈME CAPITALISTE

Venons-en aux dispositifs par lesquels les patrons endoctrinent le prolétariat. Comme nous l'avons expliqué précédemment, chacun est libre de s'attacher à une culture qui renvoie à une vision bien différente que celle que l'on trouve dans la société, et cela crée le désir de changer la société pour la faire correspondre à cette vision. Si cette culture est anticapitaliste, et massivement partagée par les travailleurs que la bourgeoisie a besoin de soumettre, c'est un danger pour elle, un risque de volonté révolutionnaire... et de passage à l'action politique. Pour la bourgeoisie, le meilleur moyen de s'assurer qu'une telle culture ne s'implante pas, c'est d'empêcher le prolétariat d'avoir une sociabilité, une culture, des désirs autonomes. En bref, il faut que les prolétaires aient les mêmes envies, la même culture que les bourgeois, la même vision, une vision qui valide la société capitaliste. Si, au lieu d'avoir envie que la société change pour être égalitaire et fraternelle, on a envie d'avoir une télévision grand

écran, des fringues à la mode, de sortir dans la boîte où il faut être vu, d'avoir 500 000 amis Facebook, etc., bref de consommer, on devient beaucoup moins dangereux.

C'est cette culture de la marchandise, basée sur la carrière individuelle et les revenus, en lien avec les plaisirs égoïstes et les distractions, qui constitue la société de consommation. Mais c'est bien ce mode de vie tellement banal qu'il en semble anodin et inoffensif qui est l'outil principal de la domination culturelle de la bourgeoisie. Le bourgeois n'apparaît plus comme un ennemi politique, c'est simplement quelqu'un qui a mieux réussi, qui a plus d'argent, qui consomme plus, bref, qui fait ce que l'on désire aussi faire. Et tout cela a des conséquences directes sur le militantisme. Il ne faut pas croire que les syndicalistes et les partisans soient immunisés... Il n'y a qu'à voir tous les camarades qui ne peuvent pas se permettre de faire grève parce qu'ils ont un crédit sur le dos – parce qu'ils veulent consommer davantage ou accéder à la propriété pour ne pas habiter collectivement dans les quartiers ouvriers où pourrait se mettre en place une sociabilité. Ou encore l'impossibilité de militer pendant les vacances, puisque ce serait un moment de relaxation et de consommation.

Le problème, c'est qu'à partir des années 1940 le capitalisme a évolué dans une direction nouvelle, celle de l'intégration politique du prolétariat en courtisant ses représentants. Cette intégration est d'abord justifiée par le fait que la bourgeoisie aurait initié, à la Libération, une politique sociale visant à briser l'autonomie culturelle du prolétariat. Cette politique a bel et bien

existé, mais il faut relativiser son originalité. Les tentatives de ce type n'ont rien de nouveau. Sans même détailler les pratiques du paternalisme monarchique sous l'Ancien Régime, il est évident que tous les régimes républicains, depuis 1848, ont agi dans ce sens. La nouveauté en 1945, c'est surtout que de nombreux secteurs du mouvement ouvrier participent à cette politique et convergent avec ce qui a toujours été celle de la gauche.

Il faut comprendre que les militants sortent d'au moins quatre années de luttes clandestines meurtrières. La tentation est forte de s'intégrer, d'autant plus que la situation politique offre de nombreux postes dans les institutions et dans les organisations de masse. Plus généralement, la bourgeoisie dispose d'une situation favorable pour imposer son mode de vie. Les Français ont subi cinq années de guerre et de privations. Le pain va être rationné jusqu'en 1949, la pénurie est une réalité permanente dans la classe ouvrière. À partir des années 1950, il est tentant d'assimiler le bonheur avec l'accès aux biens matériels.

Cette idée est d'autant plus alléchante que la sociabilité est une réalité qui imprègne la classe ouvrière dans sa composante majoritairement socialisée. Dans les années 1950, la vie sociale est intense et n'apparaît pas forcément comme une priorité, du moins pour ceux qui en bénéficient, c'est-à-dire la frange la plus militante.

La culture prolétarienne demeure très influente. La vie collective est valorisée. On y existe, non pas à travers l'image que l'on donne de soi mais à travers ce que l'on produit avec les autres. L'objectif n'est pas de dominer les autres mais au

contraire de partager, d'apprendre et de transmettre. Ces pratiques sont tellement vivantes qu'elles apparaissent comme quasiment naturelles.

Dans sa guerre de positions, la bourgeoisie va alors devoir avancer de manière habile. Mais, comme nous l'avons déjà souligné, elle va profiter d'alliés inattendus. La marchandisation de la société devant être présentée comme une dynamique « progressiste », facteur « d'émancipation de l'individu » puisqu'il ne serait pas judicieux d'évoquer l'individualisme.

L'accès à ces marchandises va servir de levier pour justifier une intégration au système capitaliste. Les agents de cette intégration sont de plus en plus nombreux, l'action institutionnelle de la social-démocratie est déjà ancienne et d'autres courants vont venir s'y associer. Les partis communistes ont toujours été traversés d'une contradiction interne : la sociabilité ouvrière co-existe avec la valorisation de la carrière des « cadres révolutionnaires » dans des appareils hiérarchisés. Les courants léninistes radicaux (trotskistes, marxistes-léninistes, castristes, maoïstes, etc.) connaissent la même incohérence. La gauche alternative et libertaire, au recrutement multiclassiste, ne fait plus de son immersion dans le prolétariat une de ses priorités.

Tous les courants de la gauche connaissent un même divorce d'avec la sociabilité ouvrière. Le constat est largement visible : les militants affinitaires développent leur vie culturelle dans l'entre-soi, de plus en plus coupés du prolétariat. Mais il est important d'analyser ce phénomène. Non pas pour tirer à boulets rouges sur des camarades, mais pour comprendre pourquoi le

projet socialiste est aujourd'hui dans l'impasse. Et, donc, comment l'en sortir. Des réseaux collectifs et alternatifs existent bien, animés et peuplés par des centaines de milliers de personnes, mais ils ne constituent nullement une contre-société. Nous allons essayer de démontrer qu'en s'inscrivant dans l'affinitaire et dans l'entre-soi ils ne servent finalement qu'à légitimer la civilisation bourgeoise qu'ils sont supposés contester.

L'INDIVIDUALISME DE LA GAUCHE

Les courants contestataires qui vont émerger à partir des années 1960 ne vont que contester certains produits et non pas l'individualisme. La « lutte révolutionnaire » est désormais proposée sous la forme d'une multitude d'individualités qui se fédèrent au gré des désirs individuels. Les expériences de vie se mènent désormais dans des espaces affinitaires. On vit avec ceux qui nous ressemblent, ce qui est l'opposé de la dynamique sociale qui faisait la caractéristique du syndicalisme de classe et des bourses du travail.

Vingt ans plus tard, la vague altermondialiste ne fait que s'adapter à la disparition de tout projet socialiste. Les collectifs et les individus s'associent sur une absence de tout contenu mais sur de beaux concepts. L'étape suivante de la désocialisation, c'est la stratégie Astérix. Chacun tente de créer son petit village gaulois dans le domaine du logement (habitat partagé), de la consommation (AMAP), de la production (coopératives, start-up, autoentrepreneuriat)... Mais, en l'absence de projet de société

et de démarche sociale, les contradictions sont telles que les beaux discours altruistes sont rarement suivis d'effets. C'est surtout le chacun pour soi qui prédomine (travail au noir, absence de coordination avec les autres travailleurs, stratégie de faire valoir...). On dénonce les multinationales capitalistes, mais on passe sa vie sur internet grâce aux produits et aux services proposés par ces mêmes multinationales. Les réseaux Facebook sont la conséquence logique de cette dérive affinitaire. Les « amis » et les « j'aime » fédèrent dans un espace immatériel et abstrait des individus qui partagent des goûts.

Cet individualisme n'est pas la simple conséquence d'une longue dérive des groupes affinitaires. Leur nature philosophique les rend sensibles à des adhésions multiclassistes. Leurs membres issus de la bourgeoisie ont donc tendance à prendre la direction idéologique en profitant d'un capital culturel non pas basé sur les connaissances matérielles mais sur les savoirs philosophiques et la maîtrise de la rhétorique. Il n'est alors pas étonnant que l'individualisme bourgeois vienne perturber la ligne anticapitaliste de ces organisations affinitaires. Le phénomène n'est pas nouveau et explique pourquoi le mouvement ouvrier a toujours voulu défendre son autonomie.

Mais, à partir des années 1960, marquées par la vague de révolte des étudiants et intellectuels, le phénomène connaît une nouvelle phase. Jusqu'à présent, les organisations affinitaires cherchaient le plus souvent à diriger les organisations ouvrières. Désormais, leur démarche va consister à se substituer au prolétariat. La neutralisation du prolétariat, son intégration, et donc

sa disparition de la scène révolutionnaire, vont devenir un leitmotiv de la gauche, surtout dans ses incarnations les plus radicales. Cette théorisation développe l'idée que les partis et les groupes affinitaires, conscientisés et immunisés au conformisme, allaient prendre le relai et constituaient, désormais, les forces révolutionnaires.

Cette hégémonie de la bourgeoisie intellectuelle va donner naissance au concept de « mouvement social », qui accompagnera et justifiera la destruction de toute culture sociale.

UN « MOUVEMENT SOCIAL »... POUR DÉSOCIALISER

La vie sociale de la gauche actuelle, coupée de la sociabilité de classe, doit se comprendre en rapport avec une vision du « mouvement social » qui s'est progressivement imposée, jusqu'à devenir hégémonique, au point qu'on ne se rende parfois même pas compte qu'il y a une théorie à remettre en cause.

En effet, l'expression « mouvement social » apparaît, de nos jours, comme un synonyme de mobilisation et nous semble neutre. Mais elle porte l'idée que c'est l'ensemble de la société qui est en mouvement, dans une dynamique de rupture. Le terme « social » semble donc à première vue justifié, car il exprimerait une politique visant à aller vers les autres, à intégrer à cette dynamique l'ensemble de la classe, voire de la société. Ainsi les forces politiques concrètes qui portent les mobilisations ne feraient-elles que suivre un mouvement plus profond, dont elles ne sont pas responsables. C'est la théorisation du spontanéisme.

Un spontanéisme qui a toujours fait bon ménage avec l'action parallèle d'avant-garde plus ou moins assumées.

Ce type d'analyse provient largement d'une interprétation des grèves de 1968, vues comme allant largement au-delà d'un simple mouvement ouvrier ou étudiant. La révolte de mai serait une véritable manifestation d'une volonté de toute la société de changer de mœurs, de laisser derrière elle un modèle dépassé. Dans cette optique, pour comprendre les événements, ce n'est pas le prolétariat (ni même seulement la jeunesse intellectuelle) qui est pertinent, mais la société prise dans son ensemble, dans une vision interclassiste.

Le « mouvement social », c'est cela, cette vague de fond qu'il suffirait de surfer pour faire évoluer la société. La classe sociale n'a plus d'importance, ni la structuration de l'organisation avec laquelle on intervient, puisque ce qui compte, c'est de suivre un mouvement qui est censé déjà être en marche. Du socialisme, on glisse alors vers le populisme. Le modèle est désormais de créer sa petite entreprise ou son petit commerce pour échapper à l'exploitation patronale. D'autres n'hésitent pas à occuper des postes de direction dans les entreprises et venir jouer aux révolutionnaires dans le black bloc ou dans d'autres loisirs militants qui relèvent de la société du spectacle.

Peu importe, alors, l'unification de la classe et sa sociabilité. Ce qui compte, c'est la « convergence des luttes » (autre concept passé dans le langage courant), les groupes disparates qui ne se connaissent pas ou peu et ne travaillent pas ensemble, mais qui se rejoignent dans le feu de l'action. Ainsi, on essaie de justifier

la désocialisation et l'éclatement de l'action politique en groupes spécialisés qui ne s'occupent que de leur propre thématique.

En fin de compte, l'organisation ne compte pas, puisqu'il y aurait un mouvement global en amont et une convergence en aval ! Dans ce cas-là, l'organisation du prolétariat passe au second plan, quand on ne la considère tout simplement pas comme d'arrière-garde. Ce qui compte, c'est qu'il y ait « des gens » qui fassent « des choses » de manière à révéler l'agitation qui secouerait déjà la société.

Tout cela permet de produire un discours radical sur le « changement social », mais, en pratique, produit un militantisme et une sociabilité très similaires à ceux promus par la gauche classique. La seule différence, c'est la mise en avant d'une idéologie moderne et contestataire pour justifier de façon radicale son repli, plutôt que le citoyennisme classique de la social-démocratie... C'est plus branché et encore plus spontanéiste ! Cette vision permet surtout tous les comportements individualistes et toutes les compromissions.

La vie collective, c'est alors la petite équipe militante, la bande d'amis (les deux étant parfois les mêmes), le bar militant, qui ne propose généralement que peu d'activités au-delà de la soirée de soutien, l'asso isolée, le squat... Et ça, c'est dans le meilleur des cas, car, bien souvent, c'est la réunion de militants qui devient une fin en soi, le moment privilégié de la vie collective. Finalement, c'est une dérive totalement sectaire, car cette vision de la politique débouche naturellement sur l'individualisme : puisque seul compte le fait d'adhérer à un discours

contestataire anticapitaliste, autant radicaliser cette approche et carrément se débarrasser des organisations.

Il faut prendre en compte que, même au-delà des cercles militants, le rejet du capitalisme est massif, dans les discours en tout cas, et nombreuses sont les personnes qui se considèrent comme des rebelles, tout en estimant que l'organisation n'est pas nécessaire, voire contre-productive. Cette réalité de l'opinion anticapitaliste est importante, car elle donne l'idée qu'un mouvement massif existe sans nécessité d'organisation puisque de nombreux individus sont déjà antisystème et que l'individualisme est, en quelque sorte, le courant anticapitaliste majoritaire.

Un large courant individualiste et spontanéiste a aujourd'hui le vent en poupe, surtout dans la jeunesse, et y concurrence largement l'influence de l'extrême gauche, quand elle ne l'y a pas déjà remplacée, tout en en reprenant le mode de fonctionnement. C'est la phase terminale de la désintégration du militantisme, on ne construit même plus des petites organisations peu coordonnées, mais c'est carrément la vie individuelle qui suffirait à contrer le capitalisme. Et tout cela revient à une autre forme d'intégration, plus moderne que le conformisme à la papa, mais qui, en poussant à l'individualisme, désocialise tout autant, voire davantage. Au lieu d'atomiser la société en familles nucléaires et en équipes d'entreprise, elle l'atomise en bandes de copains et en colocataires.

C'est une intégration plus réaliste, puisqu'elle prend en compte que les Trente Glorieuses sont finies et ne reviendront pas. Mais elle propose comme seule solution le village gaulois,

rassurant car ne regroupant que des individus qui nous ressemblent mais voué, comme toute secte, à l'implosion.

Finalement, il y a une forte analogie entre la gauche classique, qui veut que la société tienne ses promesses de 1945, et les gauches « extrême » ou « ultra », qui demandent à la société de tenir les promesses de bien-être et de liberté individualiste axées sur les ego.

Ce mode d'existence a pour conclusion de produire une culture de la déprime, car, à force de rencontrer toujours les mêmes personnes pour raconter et « vivre » les mêmes choses, on finit par s'ennuyer et s'appauvrir socialement et intellectuellement. Pour s'assurer un minimum d'équilibre mental et se convaincre que son existence a encore du sens, il faut alors se convaincre qu'il n'y a pas de solution politique. Bien entendu, un militant ne peut assumer ce discours puisqu'il se présente comme un rebelle. La solution, c'est alors la stratégie de la stupidité, qui consiste à s'inventer des revendications ou des combats qui n'ont aucun sens. Et c'est justement leur intérêt. Ils ont vocation à échouer et donc à ne pas remettre en cause l'existence conformiste et routinière.

Pour justifier la peur de s'intégrer aux luttes collectives du mouvement ouvrier, il est alors nécessaire de proposer une alternative organisationnelle. Cette alternative, c'est l'association ou le collectif. Cette culture petite-bourgeoise est venue saper de l'intérieur les espaces de sociabilité du mouvement ouvrier.



**TOURISME
ET TRAVAIL**

CHAPITRE SIX

Un sabordage en règle

Il serait trop long de décrire en détail le processus de démantèlement de tous nos bastions culturels. Nous ne nous arrêterons donc qu'à certains d'entre eux afin d'illustrer le processus global.

LES ASSOCIATIONS : DE L'ENTRAIDE DE CLASSE À L'ASSISTANAT

Les gauchistes et les intellectuels ont rédigé une large prose consacrée à la critique de l'institutionnalisation du mouvement syndical. En revanche, ils demeurent discrets pour dénoncer la réalité du mouvement associatif, qui a pourtant été transformé par rapport à ce qu'il était depuis le XIX^e siècle. À l'époque, le mouvement associatif était constitué d'organisations rattachées à des mouvements politiques structurés : les catholiques conservateurs, la démocratie chrétienne, la social-démocratie, la CGT,

le Parti communiste, etc. Le mouvement associatif s'est ensuite réorganisé avec un nouveau modèle, celui de la consommation spécialisée en fonction des goûts individuels. Dans les milieux qui se disent progressistes, il n'est plus question de fédérer des associations autour d'une confédération mais, au contraire, de les enfermer dans une spécificité. Chaque association gère ainsi sa clientèle. Cette stratégie d'atomisation va permettre l'émergence d'un nouveau mouvement associatif, qui se présentait dans les années 1970 comme un pôle de radicalité et une alternative au syndicalisme confédéré. L'expérience aura duré à peine dix ans avant de sombrer dans la compromission.

L'institutionnalisation des associations est impulsée dès les années 1960 à travers l'officialisation de l'animation socioculturelle. Ainsi, l'éducation populaire est rattachée au ministère de la Jeunesse et des Sports dès 1945. Se pose dès lors l'articulation entre le financement public et l'autonomie politique des associations, car, très rapidement, les ministères tentent d'imposer leur contrôle et leurs réglementations.

L'arrivée de la social-démocratie au pouvoir en 1981 s'accompagne d'une offensive de séduction des associations, faite d'un financement, d'une professionnalisation et aussi d'une instrumentalisation pour en faire un sous-traitant puis un remplaçant des services publics. Les associations deviennent des prestataires et des délégataires de service public. La logique des résultats, de la technicité et les appels d'offres imposent des logiques similaires à celles des entreprises capitalistes. Cette professionnalisation est loin d'avoir joué en faveur des salariés.

L'enquête Ithaque 2006 relève que 75 % des 145 000 salariés du secteur de l'animation subissent un contrat de travail à temps partiel, phénomène qui s'accroît au fil des années. Cette précarité est, bien entendu, un obstacle à la stabilité et à la qualification de salariat. L'encadrement est de plus en plus issu de formations universitaires coupées du terrain.

Dans ce contexte, les adhérents et les usagers se transforment de plus en plus en clients. Cette évolution touche les associations républicaines mais, plus grave, elle touche aussi celles issues des rangs de la CGT : le Secours populaire, les Francas...

Les « cadres révolutionnaires » qui dirigeaient ces associations deviennent progressivement les serviteurs obéissants des municipalités, des conseils généraux et régionaux et des ministères. Les organisations proches de la CGT ne sont pas les seules touchées par cette dérive institutionnelle. Une multitude d'associations issues des courants gauchistes connaissent le même pourrissement. Il n'est plus question de s'attaquer aux causes de la misère mais de la gérer pour s'assurer un emploi, un poste de responsabilité, une petite reconnaissance de notable local. Certains bureaucrates associatifs vont même consciemment intégrer la réalité qui fait du combat socialiste une menace directe pour leur fonction de gestion de la paix sociale. L'indépendance du mouvement associatif est donc théorisée pour laisser libre court aux gestions opportunistes. Ce fonctionnement produit chez les usagers une mentalité de citoyen et non plus de gestionnaire. L'individualisme se substitue à la vision collective, le bénéficiaire passe alors d'une association à une autre, au gré de ses besoins

immédiats, de ses goûts du moment, au fil des modes imposées par l'industrie des loisirs.

LA FORMATION

La nature de la sociabilité ou son absence déterminent les moyens dont l'individu dispose pour accéder aux informations, aux connaissances et participer aux réflexions de son temps. Nous avons déjà étudié l'action de la CGT dans le domaine de la production littéraire, journalistique, théâtrale, radiographique et cinématographique. Le développement de la télévision puis d'Internet va se caractériser par la passivité du mouvement ouvrier, ce qui va renforcer la consommation individuelle et l'influence de la culture bourgeoise. Le mouvement ouvrier est plus que jamais influencé par la culture intellectuelle de la petite bourgeoisie. Propagée par la gauche et justifiée par une lecture simpliste de Marx, cette culture porte une adoration au développement des forces productives et des sciences. Le développement des techniques de communication va totalement hypnotiser les contestataires et soulever bien peu de critiques, contrairement aux débats qui avaient accompagné l'apparition du cinéma.

En 1951, seuls 3 500 appareils de télévision sont branchés, principalement en région parisienne, mais les achats vont se multiplier durant la décennie grâce à la baisse des prix. Dès 1964, 40 % des ménages ont un poste de télévision. L'impact de ce nouvel appareil n'est pas immédiatement perceptible,

et ce, pour plusieurs raisons. Tout en apparaissant comme une petite révolution, la télé est perçue comme un perfectionnement technique de la radio. L'hypnose provoquée par l'arrivée des images à la maison ne sera analysée que bien plus tard. Aux États-Unis, l'arrivée de la télévision a déjà provoqué la baisse du nombre de spectateurs dans les cinémas. À la fin des années 1950, beaucoup ont déjà fermé dans les quartiers et dans les petites villes. Mais le mouvement ouvrier a perdu de son intérêt pour l'internationalisme et pour la sociabilité de classe. Il est donc incapable de tirer un bilan et de contrer cette gangrène.

L'impact est d'autant moins perceptible que, dans un premier temps, la télévision n'est pas facteur de désocialisation. Au contraire, tout comme la radio à ses débuts, elle favorise les réunions de famille, d'amis ou de voisins autour d'une émission ou d'un feuilleton. C'est donc la « popularisation » de l'appareil qui va développer la pratique individualiste et la soumission aux discours véhiculés par les télécommunications. Les médias modernes imposent aux consommateurs un rapport direct et individuel avec le système idéologique bourgeois. Rapport où le consommateur se sent libre de changer de chaîne ou de site pour... rester sous la domination de l'idéologie bourgeoise. Selon Médiamétrie, en 2002 la durée moyenne d'écoute de la télévision atteint les 3 h 17 et elle est branchée 5 h 31 dans les foyers. Depuis, Internet est venu compléter cette domination culturelle.

Il en est de même pour la fragilisation de la presse quotidienne. Les tirages chutent au fil de la diffusion des télévisions

dans les foyers. C'est la presse populaire qui souffre le plus. Et, comme par hasard, la presse TV explose ses tirages pour atteindre les 8 millions d'exemplaires hebdomadaires en 1986. La presse quotidienne offrait une ouverture globale et régulière sur le monde.

Internet a provoqué la disparition de la hiérarchie des sujets. La pratique du « surf » sur Internet permet de se retrouver, après dix clics, sur un site que l'on n'aurait jamais pensé utile d'aller consulter... pour, finalement, se déconnecter après avoir constaté le temps perdu à lire un ramassis de textes et de discussions sans intérêt. L'article de presse est remplacé par des brèves destinées à être lues dans la précipitation avant de passer à la suivante. Les sites révolutionnaires n'échappent pas à cette dérive.

Internet a aussi permis de renforcer le poids des images et, à travers elles, la domination des sentiments sur la réflexion.

Comme nous l'avons dit, la télévision va attaquer de front les cinémas. La chute de fréquentation est inversement proportionnelle à la progression des téléviseurs dans les foyers. Mais l'impact n'est pas seulement quantitatif, il est surtout qualitatif. Les salles doivent s'adapter à la baisse de fréquentation, ce qui passe par un coût plus important du ticket, qui réduit la fréquentation populaire. Mais cette fragilisation provoque la concentration des salles de cinéma entre les mains de chaînes capitalistes qui favorisent les multiplex. Le loisir se limite donc, le plus souvent, à un spectacle accompagné de sodas et autres pop-corns. Tout ce qui faisait la sociabilité du cinéma avant, pendant et après le spectacle a, aujourd'hui, presque disparu.

Les consommateurs croisent d'autres consommateurs sans élargir leur champ de vie sociale.

En devenant une pratique de plus en plus marginale, la lecture, des textes et des images, a, elle aussi, largement perdu sa dimension collective. Elle offre une ouverture très réduite sur le monde. Au contraire, elle propose, en se spécialisant, d'enfermer le lecteur dans des centres d'intérêts limités, liés le plus souvent à son identité.

LE TOURISME : TOUJOURS PLUS LOIN... DANS LES RAPPORTS MARCHANDS !

Le tourisme, dans sa dimension prolétarienne et parfois même bourgeoise, avait été, à ses origines, synonyme de découverte, de formation et d'ouverture aux autres. Les capitalistes lui ont donné une dimension uniformisée et abrutissante. Le constat est évident sur la Côte d'Azur, où des mégalo-pôles à touristes rassemblent des dizaines de milliers de consommateurs entassés sur les plages, dans des campings ou des immeubles. Il est proposé comme seuls divertissements des activités primaires : la bouffe, le bronzage, la picole, les spectacles ! Au retour de vacances, chacun peut résumer cette expérience par la fameuse phrase : « On s'est bien reposé. » Quant au tourisme international, il offre une version exotique... du même programme. La communication avec la population locale est plus difficile quand on ne maîtrise pas la langue, mais, dans le cadre de rapports marchands, cela n'est pas bien grave en soi. Les jeunes peuvent

s'offrir la version radicale avec alcools forts, drogues, DJ célèbres et absence de souvenirs au réveil.

Comment expliquer la réussite de cette marchandisation du tourisme ? Les grands méchants financiers ne sont pas forcément les responsables attendus...

C'est, à vrai dire, le Club Med qui va donner une légitimité à des pratiques touristiques qui auraient dû lasser rapidement la population. L'inspiration de cette multinationale vient de quelques sportifs auxquels se joignent d'anciens résistants ainsi que Gilbert Trigano, ex-dirigeant des Jeunesses communistes. Le Club Med va proposer à sa clientèle bourgeoise une version caricaturée et intense du tourisme social. Les « gentils membres » (GM) sont accueillis dans des « villages » où les appartenances de classe sont officiellement abolies. Tout le monde se tutoie, on se déplace en maillot ou paréo, on mange à des tables de huit destinées à faire des rencontres. Les « gentils organisateurs » (GO) servent de fédérateurs pour que personne ne reste isolé. La bouffe est gargantuesque et gratuite, les blagues et les jeux sont d'esprit libertaire et libertin, l'amour est très libre et propice aux rencontres rapides, les GO sont mis à contribution et l'investissement de ces salariés frise parfois avec la prostitution non tarifée... En résumé, les clients se retrouvent dans une grande communauté soixante-huitarde pendant une semaine ou deux. Ils redescendent sur terre après un grand défoulement. Les amitiés nées de ces expériences sont à l'image de la description qu'en donne le film *Les Bronzés* (1978) : artificielles et sans longévité. Il n'en reste pas moins que le Club Med va servir de modèle au

tourisme de masse. Une multitude de clubs vont se créer, avec des formules plus populaires et plus accessibles.

Et, pourtant, un autre modèle s'était largement développé depuis 1945, un véritable tourisme social animé par la CGT. Ce tourisme est principalement représenté par Tourisme et Travail, deuxième plus important groupe de vacances en France dans les années 1980. Cette association est dirigée par la CGT et fédère des centaines de lieux de vacances financés par des comités d'entreprise (CE) mais aussi des sites dirigés par les unions départementales de la CGT.

Dans son étude consacrée à l'association Tourisme et Travail, Sylvain Pattieu souligne, à juste titre, que le tourisme social ne périlicite nullement en raison de la supériorité du tourisme de consommation ou de sa meilleure adaptation aux attentes des touristes : « C'est bien plutôt le déclin du tourisme social qui renvoie les vacanciers vers des vacances individuelles¹. » Nous pouvons même ajouter que ce sont avant tout des responsables syndicaux, dont ceux des CE, qui lâchent le tourisme social afin que leur conception bourgeoise du tourisme soit reconnue et adoptée par les autres salariés. Dans ce domaine, il n'est pas besoin de développer. Il suffit d'observer la politique menée par la plupart des CE, dont certains de ceux gérés par la CGT : chèques-vacances, bons d'achats, sous-traitance aux entreprises capitalistes...

1. Sylvain Pattieu, *Tourisme et Travail. De l'éducation populaire au secteur marchand (1945-1985)*, Les Presses de Sciences Po, 2009, page 363.

LE SPORT : L'ENFERMEMENT PHYSIQUE DE L'ENTRE-SOI

Dans son bulletin national, la MAIF soulignait récemment l'intérêt du sport : « Se faire du bien, œuvrer pour sa santé, sculpter son corps, soigner son apparence. » La MAIF est une mutuelle qui se revendique de l'économie sociale et solidaire, elle est largement dirigée par des syndicalistes. Pourtant, son bulletin évoque une conception bourgeoise et individualiste du sport, une conception désormais hégémonique en France.

Cette domination culturelle est d'autant plus inquiétante que le sport n'a jamais été aussi influent. 65 % des plus de 15 ans pratiquent au moins une activité sportive par semaine, 16 millions sont affiliées à une fédération, des fédérations totalement intégrées aux institutions capitalistes internationales. Leur influence est bien plus large que celle exercée sur les pratiquants. L'impact sur les spectateurs est tout aussi important. Le sport-spectacle tient sa réussite de sa fonction. Il a l'avantage de placer le consommateur dans un confort matériel, son canapé dans son foyer. Mais il le place également dans un phénomène de masse. Le spectateur se sent partie prenante du public présent sur le lieu du spectacle, il se sent donc intégré à une communauté, celle du club ou celle de la nation. Cette appartenance artificielle le reconforte momentanément en lui offrant l'illusion qu'il n'est pas seul.

Elle lui fait également croire qu'il appartient à un « peuple » qui partagerait les mêmes coutumes sportives. Cela s'intègre à la conception nationaliste de la bourgeoisie, mais cette illusion est également rassurante pour les militants de gauche qui se

croient ainsi connectés avec le prolétariat qu'ils sont supposés représenter. Et, pourtant, ces militants pratiquent leurs loisirs sans liens avec ce même prolétariat.

Cette réalité n'est malheureusement pas le monopole de la gauche. Prenons un exemple, malheureusement très représentatif de cette dérive sectaire. Il y a quelques années, une union départementale de la CGT a décidé de recréer son club omnisports historique, affilié à la FSGT. Après quelque temps, ce constat évident : les militants, toutes tendances confondues, ne rejoignaient pas le club. Pourtant, sa réussite était complète. Ce club attirait des prolétaires de tous secteurs (jeunes enseignants, aides à la personne, demandeurs d'asile, ouvriers de la construction, employés des services, ingénieurs aéronautiques, bibliothécaires, etc.) dans une ambiance fraternelle qui se prolongeait au-delà des entraînements. Cette expérience permettait de faire vivre ensemble des personnes qui auraient eu peu d'occasion de se rencontrer. De ces rencontres ont émergé des discussions sur les conditions de travail et de vie, c'est-à-dire la construction d'une conscience de classe au-delà des problématiques corporatistes et philosophiques où s'enferment les militants. Le recrutement au club s'est fait majoritairement par des non-syndiqués, avec le bouche-à-oreille. Et, pourtant, les syndicalistes pratiquaient souvent, eux aussi, un sport. Parfois même dans un club de la FSGT ! Mais des clubs réservés aux militants. Une démarche en totale contradiction avec les principes de la FSGT.

Cet exemple illustre cette dérive de la sociabilité ouvrière vers des pratiques culturelles exclusives, marquées par le repli

sur soi. Elle explique pourquoi la grande majorité des militants sont désormais incapables d'aller au contact des membres de leur classe. Ils n'arrivent à le faire qu'avec ceux de leur entreprise ou de leur groupe affinitaire, parce que le système capitaliste leur impose ce type de regroupement.



Après le bilan, passons à l'action !

La désocialisation est une gangrène qui a pour caractéristique de s'autoalimenter. Le repli sur soi crée un manque de confiance dans l'action collective, mais surtout une véritable peur d'agir. Cette paralysie encourage, à son tour, une désocialisation encore plus accentuée, accompagnée le plus souvent des discours radicaux sans implication.

Il serait faux de croire que l'individualisme est dû à un manque de réflexion. Au contraire, bien des militants le sont très consciemment et, pour justifier leur attitude, ils en sont réduits à défendre les valeurs consuméristes de la bourgeoisie, mais aussi à simuler un pseudo-plaisir à consommer. Cette consommation s'intègre à des réseaux communautaires : la famille, des couples d'amis homogènes, des associations spécifiques. Ce monde entretenu consciemment fait que les secteurs

militants constituent actuellement le milieu le plus conservateur. Essayer de le convaincre par la discussion relève donc de la naïveté. Là encore, les syndicalistes de classe doivent agir avec les méthodes qui font leur force : organiser immédiatement les travailleurs qui sont prêts à faire vivre les espaces de sociabilité. Créer du plaisir et de l'intelligence collectifs pour créer de la confiance et élargir la contre-société en construction.

L'enjeu consiste donc à structurer, à fédérer et à mutualiser les activités culturelles déjà existantes pour les inscrire dans une dynamique sociale, c'est-à-dire de généralisation à toute la classe. Seule une telle dynamique permettra ensuite d'intégrer progressivement les militants imprégnés d'individualisme. Remplacer les réseaux communautaires par des espaces de sociabilité.

Nous invitons donc tous les syndicalistes de classe, tous ceux qui refusent le pessimisme ambiant, à nous contacter afin de mutualiser leurs expériences dans ce domaine. Nous nous proposons de synthétiser ces expériences et de provoquer des débats à partir des contributions. Ce savoir, ainsi collectivisé, pourra servir à rédiger une brochure indispensable pour étendre l'action culturelle et la sociabilité de classe à une large échelle.

**CONTACTER LA FÉDÉRATION
DES COMITÉS SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES**

www.syndicaliste.com

syndicalistes@gmail.com

Facebook : @FederationCSR

BIBLIOGRAPHIE

Les cultures populaires sous l'Ancien Régime

- David Garrioch, *La Fabrique du Paris révolutionnaire*, éditions La Découverte, 2015.
- Yves-Marie Bercé, *Fête et révolte. Des mentalités populaires du XVI^e au XVIII^e siècle*, Fayard/Pluriel, 2006.
- Benigno Cecerès, *Loisir et travail : du Moyen Âge à nos jours*, Le Seuil, 1973.

La culture ouvrière

- Marius Bertou et Jean Michel Leterrier, *L'Aventure culturelle de la CGT*, VO Editions, 1996.
- Sylvain Pattieu, *Tourisme et Travail. De l'éducation populaire au secteur marchand (1945-1985)*, Presses de Sciences Po, 2009.
- Maurizio Gribaudi, *Paris ville ouvrière. Une histoire occultée, 1789-1848*, éditions La Découverte, 2014.

- Michel Cordillot, *Eugène Varlin, chronique d'un espoir assassiné*, Les Éditions ouvrières, 1991.
- Daniel Lambert, *Mémoires d'ajist*, Le Nez en l'air, 2005.
- Marcel Martinet, *Culture prolétarienne*, Agone, 2004.
- Jean-Jacques Meusy, *La Bellevilloise (1877-1939). Une page de l'histoire de la coopération et du mouvement ouvrier français*, éditions Créaphis, 2001.
- David Rappe, *La Bourse du travail de Lyon : une structure ouvrière entre services sociaux et révolution sociale*, Atelier de création libertaire, 2004.
- Maxime Leroy, *La Coutume ouvrière. Syndicats, bourses du travail, fédérations professionnelles, coopératives. Doctrines et institutions*, Éditions CNT-RP, deux tomes, 2007 (1913).

SOMMAIRE

INTRODUCTION

**La sociabilité ouvrière
comme fondations de la lutte prolétarienne** 7

**La culture des travailleurs
avant la Révolution française** 19

**Les classes dirigeantes
et leurs tentatives d'acculturation** 33

**De la résistance
à l'offensive prolétarienne** 39

**Contre-société
ou intégration au système ?** 67

**Guerre de positions :
la bourgeoisie remporte la guerre culturelle** 75

Un sabotage en règle 105

CONCLUSION

Après le bilan, passons à l'action ! 117

Bibliographie 119



**CONTACTER LA FÉDÉRATION
DES COMITÉS SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES**

www.syndicaliste.com
syndicalistes@gmail.com
Facebook : @FederationCSR

Culture et sociabilité

LE MOUVEMENT OUVRIER ne s'est pas construit par la lecture des penseurs socialistes, il n'a pas attendu la création des partis de gauche. Il émerge des profondeurs de sa propre sociabilité. Les syndicats sont issus des sociétés de secours mutuel, elles-mêmes issues des rassemblements réguliers de travailleurs dans les guinguettes, goguettes et autres espaces de vie culturelle du prolétariat. Contrairement à ce que véhiculent les croyances contemporaines et les mythes de la société des loisirs, nos anciens organisaient une vie sociale et culturelle bien plus riche que la nôtre. Cette brochure entend revenir sur cette vie sociale d'antan, la faire connaître au travers d'exemples historiques. Nous analysons cette sociabilité qui a construit une culture de classe et une sagesse populaire, faites de moments de convivialité quotidiens. Une culture de classe qui a permis au prolétariat de se constituer comme classe en soi et pour soi, lui permettant de remporter des conquêtes sociales et de construire le socialisme. Alors que le mode de vie bourgeois inonde la société, il est temps de se réapproprier ce savoir-faire de la sociabilité pour l'appliquer au plus vite aujourd'hui et revoir des jours meilleurs.

Tendance intersyndicale, les Comités syndicalistes révolutionnaires travaillent à coordonner les syndicalistes révolutionnaires pour œuvrer à la réunification du mouvement syndical dans une CGT fédéraliste et capable d'impulser le mouvement révolutionnaire.



ÉDITIONS DES CSR